



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données



Juin 2003

**Revenu agricole,
situation financière
et
aide gouvernementale**

Recueil de données

Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation
Direction générale des politiques stratégiques

Juin 2003

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données

Juin 2003

Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation
Direction générale des politiques stratégiques

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Pour se procurer des exemplaires supplémentaires, s'adresser à la :

Section de l'analyse du revenu agricole et des programmes
Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation
Équipe de gestion des risques d'entreprise
Agriculture et Agroalimentaire Canada
930, avenue Carling
Ottawa (Ontario)
K1A 0C6
Tél. : (613) 759-7380
Télec. : (613) 759-6556
Courriel : girardl@agr.gc.ca

La version électronique de cette publication est disponible sur l'Internet à: <http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/pubsf.html>.

Publication n° 2198/B
ISSN n° 1482-9770
Catalogue n° A21-44/2003

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
RÉSUMÉ	3
SECTION A	
Revenu agricole	5
Méthodologie sur le revenu agricole	31
SECTION B	
Situation financière des exploitations agricoles	35
Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles	51
SECTION C	
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire	53
Méthodologie des dépenses publiques	73
SECTION D	
Estimations du soutien à l'agriculture	79
Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE	91

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 2001-2003.	10
Tableau A.2 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2003	14
Tableau A.3 : Exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard	18
Tableau A.4 : Exploitation repère porcine du Sud du Québec	19
Tableau A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario	20
Tableau A.6 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux dans la zone de sols noirs de la Saskatchewan.	21
Tableau A.7 : Exploitation repère bovine du Centre-Ouest de l'Alberta	22
Tableau A.8 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1996-2001	23
Tableau A.9 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1993-2001	25
Tableau A.10 : Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme, Canada et provinces, 1999-2001	27
Tableau A.11 : Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 1999-2001	28
Tableau A.12 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 1999.	29

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1992-2001	38
Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1987-2002.	39
Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 1996-1997 à 2001-2002.	40
Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1995-1996 à 2002-2003	41
Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1997, 1999 et 2001	42
Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2002	47
Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2002.	47
Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 1997-2001.	48
Tableau B.9 : Valeur des acquisitions d'équipement neuf et usagé, moyenne pour toutes les fermes, selon la catégorie de revenu, 2001	49

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1995-1996 à 2002-2003.	57
Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1999-2000 à 2002-2003.	59
Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1999-2000 à 2002-2003	65
Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 1999-2000 à 2002-2003	69
Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 1999-2000 à 2002-2003.	71

LISTE DES TABLEAUX (suite)

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2000 à 2002	82
Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2000 à 2002	83
Tableau D.3 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays, 2000 à 2002	83
Tableau D.4 : Estimation du soutien aux consommateurs par pays, 2000 à 2002	84
Tableau D.5 : Estimation du soutien total par pays, 2000 à 2002	84
Tableau D.6 : Estimation du soutien aux producteurs par produit et par pays, 2000 à 2002	85
Tableau D.7 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays, 2000 à 2002 ...	86
Tableau D.8 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays, 2000 à 2002	88

LISTE DES GRAPHIQUES

SECTION A : Revenu agricole

Graphique A.1 (a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants)	13
Graphique A.1 (b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 1997)	13
Graphique A.2 : Exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard	18
Graphique A.3 : Exploitation repère porcine du Sud du Québec	19
Graphique A.4 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario	20
Graphique A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux dans la zone de sols noirs de la Saskatchewan	21
Graphique A.6 : Exploitation repère bovine du Centre-Ouest de l'Alberta	22

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 1997-2001	38
Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2002	39
Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, au 31 mars 2002	40
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 2002-2003	41
Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1990-2002	46

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada, 1995-1996 à 2002-2003	57
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale	58
Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire	70

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Graphique D.1 : Estimation du soutien aux producteurs par produit et par pays, 2002	85
Graphique D.2 : Estimation de l'estimation du soutien aux producteurs, 2002	87
Graphique D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays, 2002	89

ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence canadienne de développement international	LSPA	Loi sur la stabilisation des prix agricoles
ACRA	Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole	LSTMRA	Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région de l'Atlantique
CCB	Commission canadienne du blé	LTGO	Loi sur le transport du grain de l'Ouest
CNS	Coefficient nominal de soutien	LTTMPM	Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net	LVCPA	Loi sur la vente coopérative des produits agricoles
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs	MSAA	Mesures de soutien et d'ajustement en agriculture
ESP	Estimation du soutien aux producteurs	PCRA	Programme canadien du revenu agricole
EST	Estimation du soutien total	PDF	Programme de données fiscales
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général	PIB	Produit intérieur brut
FAC	Financement agricole Canada	PNTS	Programme national tripartite de stabilisation
GREPA	Groupe de recherche en économie et politique agricoles	PPTGO	Programme de paiements de transition pour les grains de l'Ouest
LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	RARB	Régime d'assurance du revenu brut
LPAGP	Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	SEE	Société pour l'expansion des exportations
LPAR	Loi sur les paiements anticipés des récoltes	VPA	Valeur de production ajustée
LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole		
LSGO	Loi sur la stabilisation concernant le grain de l'Ouest		

SIGNES CONVENTIONNELS

.. nombres indisponibles

... nombres n'ayant pas lieu de figurer

x confidentiel

INTRODUCTION

Le but du présent recueil de données est de faciliter l'accès aux principaux indicateurs économiques et financiers du secteur agricole, de même qu'à l'information sur l'aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire. Les renseignements sont préparés en collaboration avec les ministères provinciaux de l'agriculture. D'autres membres d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et des fonctionnaires d'autres ministères provinciaux et fédéraux ont également participé à sa préparation.

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section.

La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers, y compris les données prévisionnelles du revenu agricole pour 2002 et 2003. Pendant l'année en cours, certaines parties du recueil de données seront mises à jour sur le site Web d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à l'adresse suivante : www.agr.ca/spb/fiap/publication/databook/2003/db2003_f.htm. Le calendrier provisoire de ces mises à jour figure ci-dessous. La prochaine édition sera publiée en mars 2004 et sera également accessible à partir du site Web du Ministère.

MISES À JOUR ÉLECTRONIQUES POUR 2003

Section A	Revenu agricole • Niveau agrégé • Niveau de la ferme	
Section B	Situation financière des entreprises agricoles	Octobre
Section C	Dépenses publiques	Octobre
Section D	Estimations du soutien à l'agriculture	

PERSONNES-RESSOURCES

Revenu agricole et aide gouvernementale

Lambert Gauthier
Tél. : 613-759-7414
Télé. : 613-759-7236
Internet : gauthil@agr.gc.ca

Situation financière des exploitations agricoles

Gordon Andrusiak
Tél. : 613-759-7286
Télé. : 613-759-7139
Internet : andrusg@agr.gc.ca

Vous pouvez également communiquer avec les personnes suivantes :

Revenu agricole—Niveau agrégé

Rodney Myer (759-7409)
Internet : myerrodd@agr.gc.ca

Situation financière des entreprises agricoles

Maurice Korol (759-7284)
Internet : korolma@agr.gc.ca

Revenu agricole—Niveau de la ferme

Robert Koroluk (759-1889)
Internet : korolur@agr.gc.ca

Dépenses publiques

Steve Baril (759-1984)
Internet : barils@agr.gc.ca

Revenu des familles agricoles

Dave Culver (759-1894)
Internet : culverd@agr.gc.ca

Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay (759-7114)
Internet : tangual@agr.gc.ca

RÉSUMÉ

· Les résultats de la prévision du revenu agricole pour 2002 et 2003 rendus publiques en avril indiquaient que le revenu net réalisé (RNR) au Canada en 2002 devrait être inférieur au niveau inégalé atteint l'année précédente mais dépasser quand même la moyenne quinquennale (1997-2001), en raison principalement de la baisse des recettes des productions animales et des paiements au titre des programmes qui fait plus qu'annuler les faibles hausses des recettes des productions végétales. Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Québec, l'Ontario, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique devraient tous connaître une baisse du RNR en 2002 principalement à cause de la sécheresse en Saskatchewan ainsi que de la diminution des recettes des productions animales et des paiements au titre des programmes dans les autres provinces. L'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et l'Alberta devraient atteindre un RNR plus élevé, principalement à cause d'une importante augmentation des paiements au titre des programmes en Alberta, ainsi que de l'augmentation des prix des céréales, au Manitoba, et de celle des pommes de terre dans les provinces Maritimes.

· En 2003, le RNR devrait diminuer encore par rapport à l'année précédente principalement à cause de la baisse des recettes des productions végétales dans les Prairies et de la hausse des dépenses. Le RNR devrait demeurer au niveau de la moyenne quinquennale. Le RNR en 2003 devrait être bien inférieur à celui de l'année précédente dans les Prairies à cause des effets combinés de la sécheresse, de la diminution des prix des céréales et des paiements de la CCB et de l'augmentation des dépenses. Selon les prévisions, le RNR sera inférieur à la moyenne quinquennale en Saskatchewan, au Québec et en Nouvelle-Écosse; il sera égal à la moyenne à Terre-Neuve.

· En 2001, l'endettement agricole au Canada a augmenté de 5,7 p. 100, comparativement à une hausse de 6,5 p. 100 en 2000. Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick ont connu la plus importante augmentation en pourcentage en 2001.

· Le nombre de faillites d'agriculteurs au Canada est passé de 220 à 197 entre 2001 et 2002. Cependant, si on le compare à la même période, le nombre de faillites d'agriculteurs au Manitoba a augmenté.

· Les dépenses fédérales ont augmenté de 7,1 p. 100 (soit 222 millions de dollars) par rapport à l'année précédente pour atteindre 3,37 milliards de en 2001-2002. Cette augmentation fera passer l'aide fédérale au secteur agroalimentaire au-delà de la moyenne des cinq dernières années (1996-1997 à 2000-2001), laquelle se chiffrait à 2,74 milliards de dollars.

· L'aide fédérale devrait croître de 13 p. 100 en 2002-2003 pour atteindre 3,81 milliards de dollars. L'augmentation prévue des dépenses fédérales dans le secteur agroalimentaire devrait avoir une incidence favorable sur toutes les provinces canadiennes en 2002-2003.

· Les dépenses provinciales ont augmenté de 10,5 p. 100 (soit 269 millions de dollars) en 2001-2002 pour atteindre 2,84 milliards de dollars. La Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan et l'Alberta.

· On estime que les dépenses provinciales augmenteront de 6,7 p. 100 en 2002-2003 pour atteindre 3,03 milliards de dollars.

· D'après les estimations de l'OCDE, les transferts aux producteurs canadiens ont augmenté de 1,06 milliard de dollars faisant passer l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) en pourcentage de 17 p. 100 à 20 p. 100. Cette augmentation des transferts s'explique par l'instauration du Fonds de transition du Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) et une hausse du soutien des prix du marché. De plus, en raison de la sécheresse qui a sévi dans les provinces de l'Ouest, une hausse importante des paiements d'assurance-récolte est prévue.

· Pour la première fois depuis 1996, l'ESP en pourcentage du Canada (20 p. 100) de 2002 était supérieur à celui des États-Unis (18 p. 100). Cependant, il demeurait nettement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (31 p. 100).

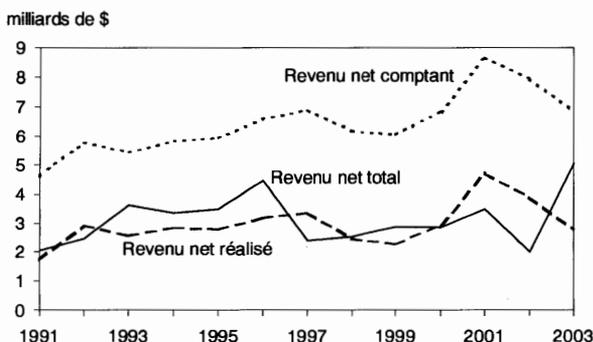
SECTION A
Revenu agricole

SOMMAIRE

Revenu agricole—Niveau agrégé

• Cette section renferme les résultats de la prévision du revenu agricole dans les provinces pour les années 2002 et 2003 qui ont été rendus publiques le 23 avril 2003. En 2002, le revenu net réalisé (RNR) au Canada devrait être inférieur au niveau inégalé atteint l'année précédente mais dépasser quand même la moyenne quinquennale (1997-2001), en raison principalement de la baisse des recettes des productions animales et des paiements au titre des programmes qui fait plus qu'annuler les faibles hausses des recettes des productions végétales. Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Québec, l'Ontario, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique devraient tous connaître une baisse du RNR en 2002 principalement à cause de la sécheresse en Saskatchewan ainsi que de la diminution des recettes des productions animales et des paiements au titre des programmes dans les autres provinces. L'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et l'Alberta devraient atteindre un RNR plus élevé, principalement à cause d'une importante augmentation des paiements au titre des programmes en Alberta, ainsi que de l'augmentation des prix des céréales, au Manitoba, et de celle des pommes de terre dans les provinces Maritimes.

Revenu agricole au Canada



• En 2003, le RNR devrait diminuer encore par rapport à l'année précédente principalement à cause de la baisse des recettes des productions végétales dans les Prairies et de la hausse des dépenses. Le RNR devrait demeurer au niveau de la moyenne quinquennale. Le RNR en 2003 devrait être bien inférieur à celui de l'année précédente dans les Prairies à cause des effets combinés de la sécheresse, de la diminution des

prix des céréales et des paiements de la CCB et de l'augmentation des dépenses. Selon les prévisions, le RNR sera inférieur à la moyenne quinquennale en Saskatchewan, au Québec et en Nouvelle-Écosse; il sera égal à la moyenne à Terre-Neuve.

• Le revenu peut varier grandement d'une exploitation agricole à l'autre en raison du type de produit, des conditions météorologiques locales et de bien d'autres facteurs. C'est notamment le cas pour la Saskatchewan et l'Alberta où les producteurs du Nord ont connu en général une sécheresse beaucoup plus grave que les producteurs du Sud.

• Étant donné que la majorité des produits du Canada sont écoulés sur les marchés internationaux, les recettes monétaires agricoles sont très sensibles aux variations dans les taux de change. Du début de janvier 2003 au 31 mars 2003, le dollar canadien a pris de la valeur et est passé de 0,638 \$US à 0,681 \$US. Toutes les autres variables étant constantes, cette appréciation tend à réduire le prix des produits d'environ 6,8 p. 100 en dollars canadiens. Il importe toutefois de signaler que bien des intrants agricoles, dont le carburant et les engrais, sont également influencés par les variations du taux de change, facteur qui, ces derniers mois, a été à l'avantage des producteurs.

Les principaux éléments des perspectives du revenu agricole pour 2002 et 2003 sont les suivants :

• En 2002, les recettes des productions végétales devraient être plus élevées dans l'ensemble des provinces, à l'exception de la Saskatchewan et de l'Alberta, où les sécheresses successives ont réduit la production de manière significative. La diminution des rendements dans l'Ouest a entraîné une réduction marquée des mises en marché pour les céréales, les oléagineux et les cultures spéciales. Cette situation a cependant été atténuée en partie par la sécheresse grave en Australie, comme au Canada, et par la sécheresse modérée aux États-Unis, d'où une hausse des prix des céréales, des oléagineux et des cultures spéciales. Dans l'Est canadien, les recettes sont plus élevées en 2002 à cause du relèvement des prix (céréales, oléagineux, pommes de terre).

- En 2003, les recettes des productions végétales vont augmenter dans tout le pays sauf dans les Prairies mais seront bien inférieures à la moyenne quinquennale en Saskatchewan et en Alberta. La production de céréales, d'oléagineux et de récoltes spéciales devrait revenir pratiquement aux niveaux normaux en 2003. Comme les stocks chez l'exploitant sont extrêmement bas en Saskatchewan, on s'attend à ce que les mises en marché demeurent inchangées au cours de l'année civile de 2003. Les prix devraient être plus bas et c'est le complexe aliments du bétail qui subira probablement les diminutions les plus considérables. Si on ajoute à cela la diminution des paiements de la CCB, les recettes des productions végétales vont en toute vraisemblance diminuer dans les trois provinces des Prairies.

- En 2002, les recettes des productions animales ont diminué dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve, et ce, en raison des prix moins élevés du porc et des bovins. À Terre-Neuve, les recettes des productions animales sont demeurées au même niveau qu'en 2001 en raison du fait qu'une forte croissance des recettes tirées des produits laitiers a permis de compenser les baisses dans les autres recettes des productions animales. Les recettes sont demeurées supérieures à la moyenne quinquennale dans toutes les provinces.

- Les recettes des productions animales devraient augmenter légèrement dans toutes les provinces, à l'exception de la Saskatchewan et de l'Alberta en 2003. Les recettes tirées du boeuf devraient normalement se stabiliser en raison de la réduction du nombre de mises en marché et de la hausse des prix. On prévoit moins de nouveaux cheptels bovins en début d'année et une reconstitution marginale de cheptels. Les recettes tirées du porc devraient augmenter à la fois en raison de la hausse des prix et des mises en marché. On prévoit en 2003 une hausse des recettes tirées des produits soumis à la gestion de l'offre. Quant aux recettes des productions animales, elles devraient être supérieures à la moyenne dans toutes les provinces.

- En 2002, les paiements faits au titre des programmes devraient être légèrement inférieurs au niveau sans précédent atteint en 2001, mais supérieurs à la moyenne quinquennale. Compte tenu des conditions météorologiques extrêmes qui ont touché la Saskatchewan et l'Alberta au cours de l'été, les paiements au titre de l'assurance-récolte ont atteint des niveaux records pendant l'année 2002. Le nouveau programme

fédéral de revenu pour la période de transition a également permis d'accroître les paiements en 2002, représentant 600 millions de dollars par année pour 2002 et 2003, tel qu'il a été annoncé le 20 juin, ainsi que 324 millions de dollars à titre de programme d'aide au revenu agricole en Alberta, annoncés le 17 juillet, en plus d'une aide de 220 millions de dollars annoncée par le gouvernement de la Saskatchewan le 29 juillet en raison de la sécheresse, dont 20 millions en aide directe. De plus, deux provinces, soit l'Ontario et la Nouvelle-Écosse, se sont entendues pour contribuer à 40 p. 100, comme convenu, au programme fédéral-provincial de revenu pour la période de transition échelonné sur deux ans.

- En 2003, l'ensemble des paiements au titre des programmes devrait atteindre des niveaux presque sans précédent, en raison de l'accroissement des paiements en cas de catastrophe, d'indemnités d'assurance-récolte plus élevées que le niveau record en 2002 et de la deuxième tranche du programme fédéral de 600 millions de dollars au titre de l'aide au revenu pour la période de transition, qui fera largement contrepois à la diminution des retraits du CSRN. On suppose que l'aide au revenu pour la période de transition, qui sera versée directement aux producteurs plutôt que par l'intermédiaire du CSRN comme le premier versement, sera répartie par province en fonction des ventes nettes admissibles (VNA) comme pour la première tranche de 600 millions de dollars. On suppose que les deux provinces paieront également leur part de la deuxième tranche de 600 millions de dollars en 2003. Il est prévu que les paiements totaux atteindront des niveaux records en Saskatchewan et en Alberta.

- En 2002, les frais d'exploitation devraient connaître une légère hausse compte tenu que les prix plus élevés des aliments du bétail commerciaux sont compensés par la réduction des dépenses liées aux engrais, aux achats de bovins, au carburant et aux intérêts. On prévoit que les frais d'amortissement seront légèrement plus élevés en 2002. Les dépenses et l'amortissement seront supérieurs à la moyenne quinquennale. Les dépenses en engrais ont fléchi, surtout à cause des prix plus bas et de la réduction des prix du gaz naturel et en raison de la baisse de la demande attribuable au temps sec dans certaines régions de l'Ouest canadien. En outre, le temps sec combiné aux coûts plus élevés des aliments du bétail devraient se traduire par une réduction des achats interprovinciaux de bovins d'engraissement et par

une augmentation des exportations de bovins sur pied vers les États-Unis. Le prix du carburant et les taux d'intérêt devraient chuter à cause de la conjoncture économique faible.

- En 2003, les frais d'exploitation devraient augmenter car tous les intrants des principales productions végétales et de bétail augmentent. Les dépenses liées aux engrais et aux pesticides devraient augmenter en 2003, plus particulièrement dans les Prairies où la demande devrait connaître un regain en raison de prix pour les céréales et les oléagineux relativement meilleurs. Les prix des semences devraient être beaucoup plus élevés compte tenu des conditions arides connues dans l'Ouest canadien qui ont considérablement réduit la qualité et la quantité des semences pour 2003. L'amélioration des prix de la viande rouge devrait entraîner une hausse des achats interprovinciaux de bovins et de veaux d'engraissement. Les dépenses en carburant devraient être plus élevées compte tenu d'une hausse des prix et de l'utilisation du carburant. Les frais d'amortissement demeureront probablement les mêmes en 2003.

Revenu agricole—Niveau de la ferme

La construction des exploitations repères est fondée sur des données fiscales et des données d'enquête antérieures et les prévisions reposent principalement sur les résultats des prévisions sur le revenu agricole global. Par conséquent, l'évolution du revenu transposée dans les prévisions sur l'exploitation repère de 2003 suppose que les exploitants adaptent leur production aux changements d'orientation et de grandeur observés dans les estimations globales des provinces. Les rendements moyens des cultures et les niveaux de production animale sont inclus dans la période couverte par les prévisions. Cependant, de sérieuses variations régionales, comme des pertes de récoltes à grande échelle, sont prises en compte lorsqu'elles sont pertinentes dans la construction du modèle. De plus, les exploitations sont conçues de façon que leur taille augmente avec le temps sous l'effet de l'adoption de nouvelles technologies et d'une meilleure efficacité sur le plan de la production. L'ensemble des exploitations repères actuelles représentent les activités-types de leur région.

- Une exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard devrait connaître une augmentation de 1 p. 100 de son revenu monétaire net en 2003. Les ventes de pommes de terre sont

de 1 p. 100 supérieures, sous l'effet conjugué d'une baisse anticipée des prix des pommes de terre bien que les mises en marché soient plus élevées. Les dépenses sont légèrement à la hausse en raison surtout d'un accroissement des coûts des engrais.

- L'exploitation porcine repère de la région de la Montérégie au Québec s'est agrandie régulièrement ces dernières années grâce aux paiements substantiels de programmes. Après l'année 2000 où le revenu a été très élevé, le revenu monétaire net a diminué en 2001 et 2002. En 2003, la production porcine devrait être légèrement à la hausse et les prix devraient augmenter d'environ 12 p. 100 par rapport à ceux de 2002. Parallèlement aux augmentations des coûts en raison des hausses de production, les coûts des aliments du bétail seront plus particulièrement élevés en 2003.

- En 2003, une exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario devrait atteindre un revenu monétaire net inférieur, en baisse de 7 p. 100. Les recettes monétaires totales sont réduites de 2 p. 100, principalement en raison de la baisse des paiements de programmes. Les prix du blé et du maïs devraient être plus faibles, alors que ceux du soya ne devraient diminuer que légèrement. La hausse des coûts des engrais entraînera une hausse de 4 p. 100 des dépenses d'exploitation totales.

- Les recettes engendrées par les céréales et les oléagineux de l'exploitation repère de la Saskatchewan devraient diminuer de 3 p. 100 en 2003, même si les rendements reviennent à la normale. La sécheresse de 2001 se traduit par la baisse des ventes des stocks de report de récoltes et de plus faibles paiements finaux en 2002 et 2003. Les hausses des coûts des engrais et des coûts généraux ont donné lieu à une augmentation de 11 p. 100 des dépenses d'exploitation totales. Dans l'ensemble, le revenu monétaire net est de 34 p. 100 plus élevé qu'en 2003.

- Le revenu monétaire net d'une exploitation bovine du Centre-Ouest de l'Alberta demeure élevé en 2003, bien qu'accusant une baisse de 41 p. 100 par rapport à 2002. Les recettes monétaires totales sont en baisse de 1 p. 100, la diminution des ventes de bovins étant compensée sensiblement par la hausse des paiements de programmes. Les frais d'exploitation totaux augmentent de 20 p. 100 en raison de l'augmentation des achats de bestiaux pour la reconstitution de troupeaux.

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 2001-2003

	2001	Moyenne		Variation moyenne*		2003	Variation moyenne*	
		97-01	2002	02/01	02/97-01		03/02	03/97-01
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
CANADA								
Recettes des cultures	13 617,7	13 662,6	14 256,9	5	4	13 709,2	-4	0
Recettes du bétail	18 885,8	16 038,2	18 036,2	-4	12	18 911,8	5	18
Recettes totales du marché	32 503,5	29 700,8	32 293,1	-1	9	32 621,0	1	10
Paiements des programmes	3 750,5	2 215,5	3 403,5	-9	54	3 804,5	12	72
Recettes monétaires totales	36 254,0	31 916,3	35 696,6	-2	12	36 425,5	2	14
Dépenses d'exploitation nettes	27 596,6	24 983,8	27 743,0	1	11	29 194,0	5	17
Revenu net comptant	8 657,4	6 932,5	7 953,5	-8	15	7 231,5	-9	4
Revenu net réalisé	4 682,5	3 146,8	3 894,2	-17	24	3 152,4	-19	0
Revenu net total	3 490,0	2 833,7	2 024,3	-42	-29	5 390,4	166	90
TERRE-NEUVE								
Recettes des cultures	15,7	14,4	16,9	8	17	17,3	2	20
Recettes du bétail	64,8	61,0	64,5	0	6	68,2	6	12
Recettes totales du marché	80,6	75,4	81,5	1	8	85,5	5	13
Paiements des programmes	,7	1,6	1,2	67	-24	,7	-39	-53
Recettes monétaires totales	81,3	77,0	82,7	2	7	86,2	4	12
Dépenses d'exploitation nettes	66,1	61,1	69,9	6	14	70,5	1	15
Revenu net comptant	15,3	15,9	12,8	-16	-19	15,7	23	-1
Revenu net réalisé	11,8	12,6	9,4	-20	-25	12,2	29	-4
Revenu net total	12,3	12,8	9,1	-26	-28	11,9	31	-7
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Recettes des cultures	153,6	183,7	227,7	48	24	230,7	1	26
Recettes du bétail	125,2	115,3	118,4	-5	3	126,4	7	10
Recettes totales du marché	278,9	298,9	346,2	24	16	357,0	3	19
Paiements des programmes	58,5	22,7	23,4	-60	3	13,3	-43	-41
Recettes monétaires totales	337,4	321,6	369,6	10	15	370,3	0	15
Dépenses d'exploitation nettes	283,8	267,2	289,7	2	8	295,6	2	11
Revenu net comptant	53,6	54,4	79,9	49	47	74,7	-6	37
Revenu net réalisé	16,6	22,6	41,8	152	85	35,5	-15	57
Revenu net total	-55,8	11,9	106,3	-290	793	41,3	-61	247
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Recettes des cultures	122,7	128,4	136,1	11	6	139,4	2	9
Recettes du bétail	279,0	253,8	260,7	-7	3	277,4	6	9
Recettes totales du marché	401,7	382,2	396,8	-1	4	416,8	5	9
Paiements des programmes	17,5	13,3	11,4	-35	-15	12,9	13	-3
Recettes monétaires totales	419,2	395,5	408,2	-3	3	429,7	5	9
Dépenses d'exploitation nettes	340,9	316,0	353,2	4	12	359,5	2	14
Revenu net comptant	78,4	79,6	55,0	-30	-31	70,2	28	-12
Revenu net réalisé	35,7	41,2	12,3	-65	-70	27,8	125	-33
Revenu net total	34,8	39,5	12,4	-64	-69	25,0	101	-37

Source : Données historiques (2001), Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.
Données prévisionnelles de 2002 et 2003, Agriculture et Agroalimentaire Canada, avril 2003.

* Le pourcentage de la variation peut ne pas être exact car le résultat du calcul a été arrondi.

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 2001-2003 (suite)

	Moyenne		2002	Variation moyenne*		2003	Variation moyenne*	
	2001	97-01		02/01	02/97-01		03/02	03/97-01
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Recettes des cultures	192,4	168,6	224,8	17	33	243,2	8	44
Recettes du bétail	212,9	187,6	195,9	-8	4	202,9	4	8
Recettes totales du marché	405,3	356,2	420,7	4	18	446,2	6	25
Paiements des programmes	6,4	7,0	7,9	24	13	8,2	3	17
Recettes monétaires totales	411,7	363,2	428,6	4	18	454,3	6	25
Dépenses d'exploitation nettes	322,7	293,3	335,2	4	14	343,0	2	17
Revenu net comptant	89,0	69,9	93,4	5	34	111,3	19	59
Revenu net réalisé	53,8	39,4	57,1	6	45	73,6	29	87
Revenu net total	34,8	36,4	82,2	136	126	59,6	-27	64
QUÉBEC								
Recettes des cultures	1 318,9	1 261,0	1 495,8	13	19	1 585,4	6	26
Recettes du bétail	3 802,3	3 397,6	3 545,7	-7	4	3 792,3	7	12
Recettes totales du marché	5 121,2	4 658,6	5 041,4	-2	8	5 377,6	7	15
Paiements des programmes	608,2	537,3	443,5	-27	-17	521,8	18	-3
Recettes monétaires totales	5 729,4	5 195,8	5 485,0	-4	6	5 899,5	8	14
Dépenses d'exploitation nettes	4 494,2	4 016,1	4 586,9	2	14	4 733,0	3	18
Revenu net comptant	1 235,3	1 179,7	898,1	-27	-24	1 166,5	30	-1
Revenu net réalisé	739,3	748,1	368,9	-50	-51	626,3	70	-16
Revenu net total	828,2	745,1	442,9	-47	-41	679,1	53	-9
ONTARIO								
Recettes des cultures	3 196,2	3 165,8	3 531,2	10	12	3 641,8	3	15
Recettes du bétail	4 560,6	3 976,8	4 316,6	-5	9	4 633,1	7	17
Recettes totales du marché	7 756,8	7 142,6	7 847,8	1	10	8 274,9	5	16
Paiements des programmes	777,2	374,0	623,4	-20	67	455,6	-27	22
Recettes monétaires totales	8 533,9	7 516,6	8 471,2	-1	13	8 730,5	3	16
Dépenses d'exploitation nettes	6 813,7	6 081,6	7 036,0	3	16	7 177,0	2	18
Revenu net comptant	1 720,3	1 434,9	1 435,3	-17	0	1 553,4	8	8
Revenu net réalisé	798,5	555,4	479,9	-40	-14	596,2	24	7
Revenu net total	696,6	491,2	709,1	2	44	686,4	-3	40
MANITOBA								
Recettes des cultures	1 486,3	1 518,6	1 849,4	24	22	1 650,7	-11	9
Recettes du bétail	1 779,2	1 422,0	1 686,9	-5	19	1 887,2	12	33
Recettes totales du marché	3 265,6	2 940,6	3 536,3	8	20	3 537,8	0	20
Paiements des programmes	382,1	223,9	219,0	-43	-2	265,1	22	19
Recettes monétaires totales	3 647,7	3 164,5	3 755,2	3	19	3 804,0	1	20
Dépenses d'exploitation nettes	2 686,4	2 446,7	2 699,6	0	10	2 841,8	5	16
Revenu net comptant	961,3	717,8	1 055,7	10	47	962,1	-9	34
Revenu net réalisé	608,8	374,0	706,6	16	89	615,1	-13	64
Revenu net total	536,2	372,9	570,4	6	53	808,5	42	117

Source : Données historiques (2001), Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.
Données prévisionnelles de 2002 et 2003, Agriculture et Agroalimentaire Canada, avril 2003.

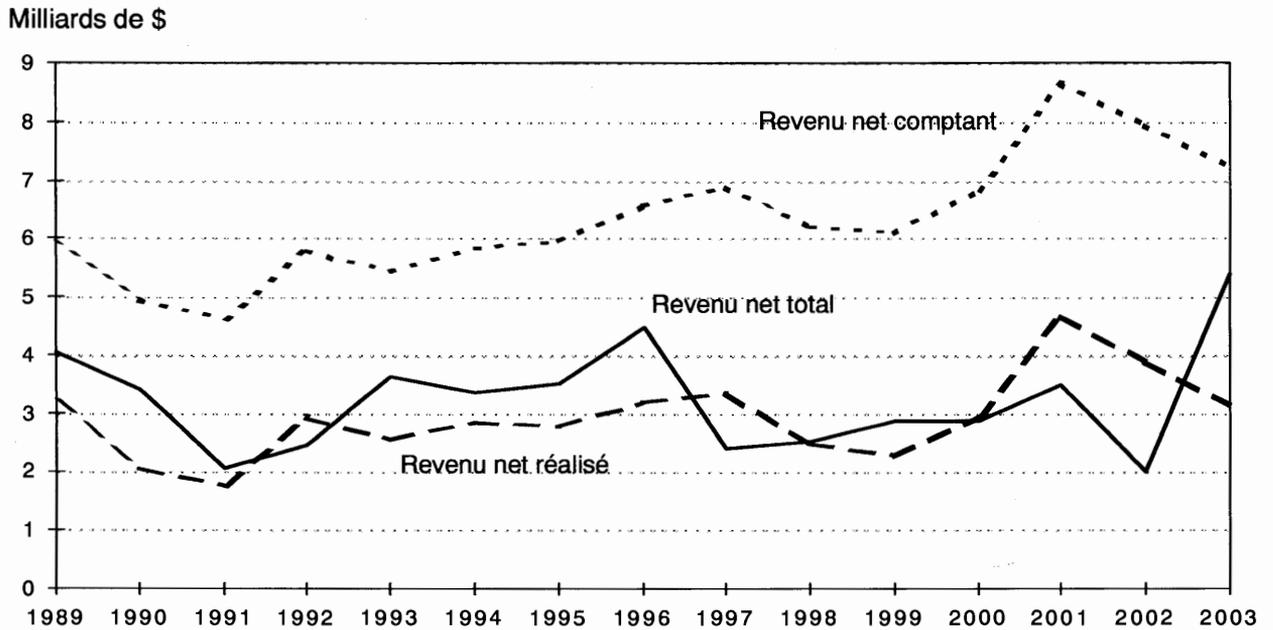
* Le pourcentage de la variation peut ne pas être exact car le résultat du calcul a été arrondi.

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 2001-2003 (suite)

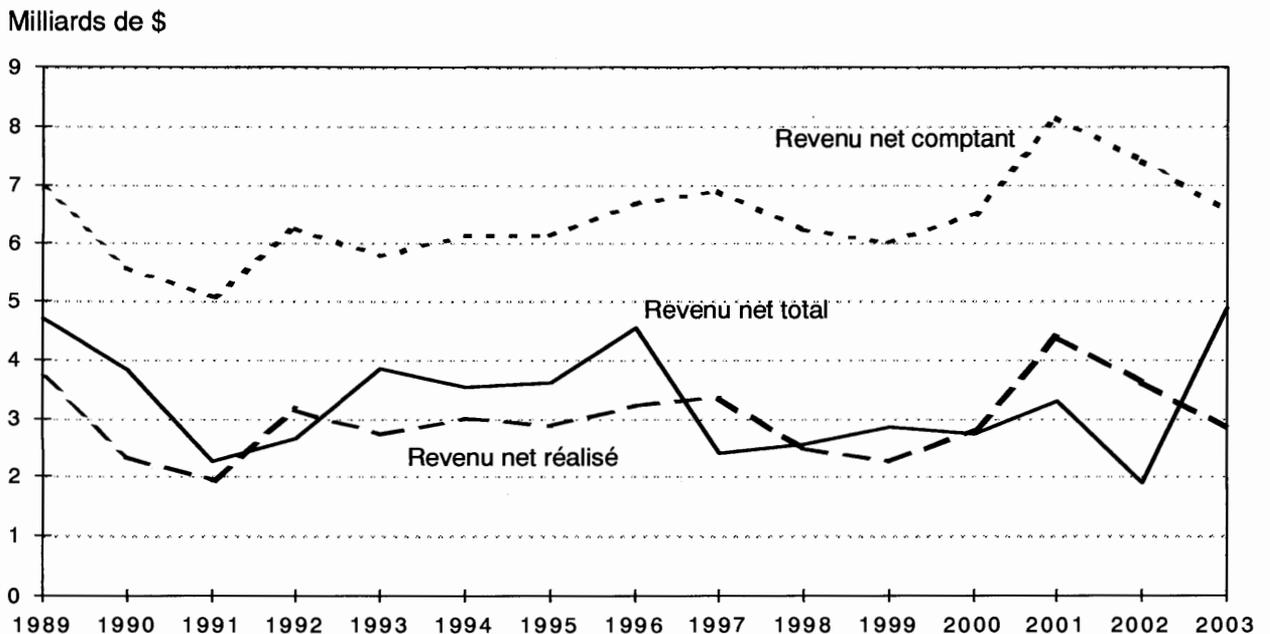
	2001	Moyenne	2002	Variation moyenne*		2003	Variation moyenne*	
		97-01		02/01	02/97-01		03/02	03/97-01
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
SASKATCHEWAN								
Recettes des cultures	3 835,1	3 890,5	3 632,3	-5	-7	3 279,3	-10	-16
Recettes du bétail	1 694,6	1 425,2	1 633,8	-4	15	1 645,6	1	15
Recettes totales du marché	5 529,7	5 315,7	5 266,1	-5	-1	4 924,9	-6	-7
Paiements des programmes	1 020,4	554,9	1 003,9	-2	81	1 402,6	40	153
Recettes monétaires totales	6 550,1	5 870,6	6 270,0	-4	7	6 327,7	1	8
Dépenses d'exploitation nettes	4 706,1	4 405,0	4 768,7	1	8	5 140,8	8	17
Revenu net comptant	1 844,1	1 465,6	1 501,3	-19	2	1 186,9	-21	-19
Revenu net réalisé	964,4	603,8	625,0	-35	4	303,9	-51	-50
Revenu net total	262,4	402,8	-124,4	-147	-131	1 345,6	-1 182	234
ALBERTA								
Recettes des cultures	2 273,7	2 443,4	2 094,4	-8	-14	1 824,0	-13	-25
Recettes du bétail	5 213,9	4 160,1	5 093,2	-2	22	5 090,4	0	22
Recettes totales du marché	7 487,6	6 603,4	7 187,6	-4	9	6 914,3	-4	5
Paiements des programmes	819,4	439,6	1 038,9	27	136	1 077,4	4	145
Recettes monétaires totales	8 307,1	7 043,0	8 226,5	-1	17	7 991,7	-3	13
Dépenses d'exploitation nettes	6 188,2	5 559,7	5 822,5	-6	5	6 431,6	10	16
Revenu net comptant	2 118,9	1 483,4	2 404,1	13	62	1 560,1	-35	5
Revenu net réalisé	1 105,3	516,3	1 385,2	25	168	544,0	-61	5
Revenu net total	775,1	488,7	-16,8	-102	-103	1 413,4	-8 515	189
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Recettes des cultures	1 023,1	888,2	1 048,3	2	18	1 097,5	5	24
Recettes du bétail	1 153,1	1 038,9	1 120,4	-3	8	1 188,3	6	14
Recettes totales du marché	2 176,2	1 927,1	2 168,7	0	13	2 285,8	5	19
Paiements des programmes	59,9	41,3	30,9	-48	-25	45,8	48	11
Recettes monétaires totales	2 236,1	1 968,4	2 199,6	-2	12	2 331,6	6	18
Dépenses d'exploitation nettes	1 694,7	1 537,2	1 781,6	5	16	1 801,0	1	17
Revenu net comptant	541,4	431,2	418,0	-23	-3	530,6	27	23
Revenu net réalisé	348,3	233,5	207,9	-40	-11	317,9	53	36
Revenu net total	365,4	232,4	233,0	-36	0	319,3	37	37

Source : Données historiques (2001), Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.
Données prévisionnelles de 2002 et 2003, Agriculture et Agroalimentaire Canada, avril 2003.

* Le pourcentage de la variation peut ne pas être exact car le résultat du calcul a été arrondi.

Graphique A.1(a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants)

Source : Données historiques, Statistique Canada, n° 21-603, *Statistiques économiques agricoles*.
Données prévisionnelles de 2002 et 2003, Agriculture et Agroalimentaire Canada, avril 2003.

Graphique A.1(b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 1997)

Source : Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et de celles du Conference Board du Canada pour le déflateur du PIB. Données prévisionnelles d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, avril 2003.

Tableau A.2 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2003

	2003
	(\$)
CANADA	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	130 497 660
Fonds 2	481 276 247
Total	611 773 907
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	387 945 122
Fonds 2	385 753 329
Total	773 698 452
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	2 215 237 200
Fonds 2	2 241 122 502
Total	4 456 359 702
Retraits potentiels	
Fonds 1	442 065 569
Fonds 2	1 013 891 180
Total	1 455 956 749
TERRE-NEUVE	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	1 295 695
Fonds 2	293 705
Total	1 589 400
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	153 398
Fonds 2	255 663
Total	409 061
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	919 165
Fonds 2	1 285 122
Total	2 204 288
Retraits potentiels	
Fonds 1	144 495
Fonds 2	477 194
Total	621 689
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	929 500
Fonds 2	2 624 371
Total	3 553 871
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	7 561 026
Fonds 2	7 561 026
Total	15 122 052
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	30 559 692
Fonds 2	31 335 916
Total	61 895 608
Retraits potentiels	
Fonds 1	2 808 482
Fonds 2	5 113 579
Total	7 922 061

Tableau A.2 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2003 (suite)

	2003
	(\$)
NOUVELLE-ÉCOSSE	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	1 592 135
Fonds 2	4 685 884
Total	6 278 019
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	2 905 780
Fonds 2	2 905 780
Total	5 811 559
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	16 509 677
Fonds 2	17 359 551
Total	33 869 227
Retraits potentiels	
Fonds 1	6 322 336
Fonds 2	10 442 901
Total	16 765 237
NOUVEAU BRUNSWICK	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	692 578
Fonds 2	1 575 203
Total	2 267 781
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	2 496 816
Fonds 2	2 496 816
Total	4 993 632
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	19 510 451
Fonds 2	22 527 084
Total	42 037 535
Retraits potentiels	
Fonds 1	1 699 074
Fonds 2	2 728 847
Total	4 427 921
QUÉBEC	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	1 507 330
Fonds 2	4 214 304
Total	5 721 634
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	11 117 251
Fonds 2	11 117 251
Total	22 234 501
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	46 612 813
Fonds 2	47 471 692
Total	94 084 506
Retraits potentiels	
Fonds 1	5 606 616
Fonds 2	9 829 031
Total	15 435 647

Tableau A.2 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2003 (suite)

	2003
	(\$)
ONTARIO	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	25 664 505
Fonds 2	85 990 979
Total	111 655 484
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	118 963 523
Fonds 2	116 669 465
Total	235 632 989
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	601 173 062
Fonds 2	562 737 817
Total	1 163 910 879
Retraits potentiels	
Fonds 1	89 776 305
Fonds 2	178 369 219
Total	268 145 524
MANITOBA	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	11 178 661
Fonds 2	43 788 935
Total	54 967 597
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	51 903 541
Fonds 2	51 903 541
Total	103 807 083
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	304 363 318
Fonds 2	331 968 960
Total	636 332 279
Retraits potentiels	
Fonds 1	42 102 636
Fonds 2	95 449 160
Total	137 551 796
SASKATCHEWAN	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	47 731 007
Fonds 2	194 778 633
Total	242 509 639
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	105 962 949
Fonds 2	105 962 949
Total	211 925 898
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	712 850 862
Fonds 2	760 961 588
Total	1 473 812 450
Retraits potentiels	
Fonds 1	169 849 664
Fonds 2	424 042 441
Total	593 892 105

Tableau A.2 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2003 (suite)

	2003
	(\$)
ALBERTA	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	36 565 588
Fonds 2	133 076 907
Total	169 642 495
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	77 733 035
Fonds 2	77 733 035
Total	155 466 070
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	435 802 715
Fonds 2	417 839 390
Total	853 642 105
Retraits potentiels	
Fonds 1	111 450 357
Fonds 2	264 103 857
Total	375 554 214
COLOMBIE-BRITANNIQUE	
Retraits totaux prévus	
Fonds 1	3 340 661
Fonds 2	10 247 327
Total	13 587 988
Dépôts totaux prévus	
Fonds 1	9 147 804
Fonds 2	9 147 804
Total	18 295 608
Solde de fin d'année prévu	
Fonds 1	46 935 445
Fonds 2	47 635 380
Total	94 570 825
Retraits potentiels	
Fonds 1	12 305 604
Fonds 2	23 334 951
Total	35 640 555

NOTES :

Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) : Programme volontaire mis au point conjointement par les producteurs, le gouvernement du Canada et les provinces participantes. Le CSRN, qui fait partie des programmes de protection du revenu agricole du Canada, est conçu pour aider chaque producteur à stabiliser son revenu agricole à long terme. Les producteurs déposent tous les ans une somme d'argent dans leur compte CSRN et les gouvernements versent une contribution de contrepartie. (Pour de plus amples renseignements, visitez le CSRN sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.agr.ca/nisa/>).

Retraits totaux : Total des fonds réels retirés par les producteurs dans le cadre du programme CSRN pour l'année donnée.

Fonds 1 : Fonds dans lequel se trouvent les dépôts donnant droit à la contribution de contrepartie et ceux n'y donnant pas droit au titre du programme CSRN.

Fonds 2 : Fonds qui contiennent les contributions gouvernementales (fédérales et provinciales) et tous les intérêts sur les deux fonds, y compris les bonis d'intérêts. Les retraits sont d'abord effectués du Fonds 2. Une fois ce fonds épuisé, les retraits sont effectués du Fonds 1.

Dépôts totaux : Total des dépôts des participants et des contributions gouvernementales. Les dépôts des participants et les contributions des gouvernements ne sont pas égaux en raison des taux de contribution différents pour l'autogestion du risque en Ontario.

Soldes en fin d'exercice : Les soldes totaux du Fonds 1 et du Fonds 2 après avoir tenu compte des dépôts, des intérêts accumulés et des retraits pour l'année donnée.

Retraits potentiels : Total des fonds disponibles pouvant être retirés annuellement, en tenant compte des soldes des fonds et des indemnités versées dans le cadre du programme.

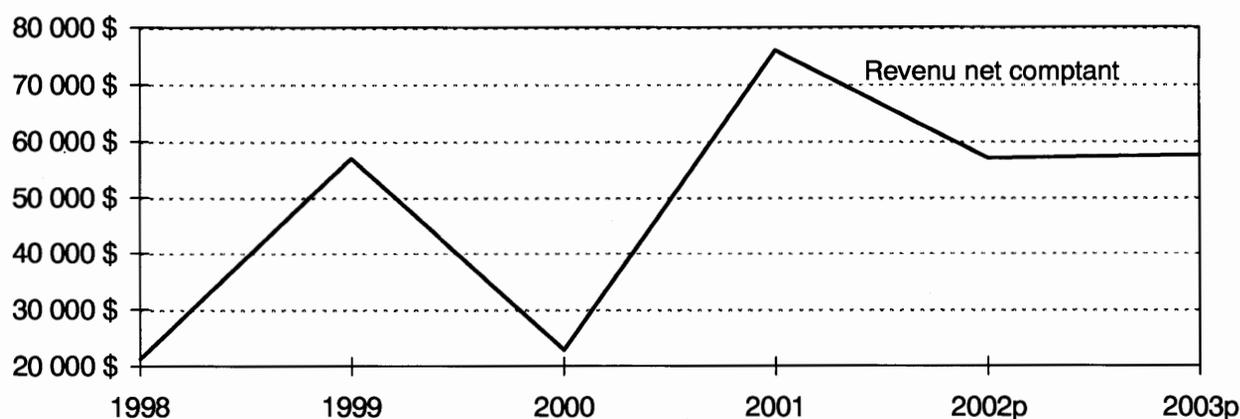
Tableau A.3 : Exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard

Comptabilité de caisse (\$)	1998	1999	2000	2001	2002p	2003p
Ventes de pommes de terre	140 133	207 311	139 660	113 882	175 577	178 083
Paiements des programmes (1)	5 479	29 265	8 394	89 030	10 595	12 508
Autres recettes monétaires	28 050	31 460	29 036	30 042	30 621	32 321
Recettes monétaires totales	173 662	268 036	177 090	232 954	216 794	222 912
Dépenses totales en espèces	152 376	211 177	154 291	157 045	160 062	165 453
Revenu net comptant	21 286	56 859	22 799	75 910	56 732	57 457

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2002 et 2003 sont des prévisions.

Graphique A.2 : Exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard

Points d'importance

- Les ventes de pommes de terre devraient augmenter de 1 p. 100 en 2003, sous l'effet conjugué d'une hausse de 12 p. 100 des ventes de pommes de terre et d'une baisse de 9 p. 100 des prix de la pomme de terre. Ces prix demeurent en hausse après un fléchissement constant depuis 1999, bien qu'ils aient reculé par rapport au sommet de 2002.
- Les paiements de programmes ont été particulièrement élevés en 2001, car on a versé, à même le programme d'écoulement des excédents de pommes de terre et le programme provincial d'aide en raison de l'infestation par la gale verruqueuse de la pomme de terre, un montant global de 63 700 \$. Au titre du Programme canadien du revenu agricole, on a aussi versé 8 500 \$ en 2002. Un prélèvement important du CSRN a été effectué en 2001 (19 600 \$) pour compenser la baisse des revenus de 2000.
- Les dépenses monétaires totales devraient augmenter de 3 p. 100 en 2002, principalement en raison de la hausse des coûts des engrais.
- Le revenu monétaire net, en hausse de 1 p. 100 par rapport à 2002, demeure supérieur à la moyenne des cinq années antérieures de 46 700 \$. La remontée de 2001 était attribuable aux paiements de programmes plus élevés qui ne sont plus disponibles en 2002 et 2003.

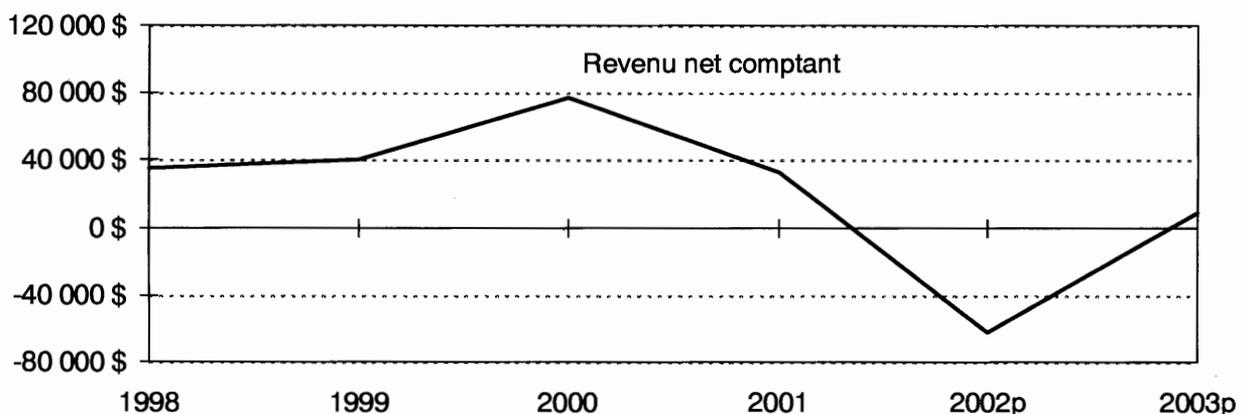
Tableau A.4 : Exploitation repère porcine du Sud du Québec

Comptabilité de caisse (\$)	1998	1999	2000	2001	2002p	2003p
Ventes de porcs	322 498	333 958	426 608	472 970	392 416	444 324
Paiements des programmes (1)	62 410	95 318	49 270	3 848	13 737	40 251
Autres recettes monétaires	28 891	32 373	53 213	51 358	62 273	67 739
Recettes monétaires totales	413 800	461 649	529 091	528 176	468 426	552 314
Dépenses totales en espèces	379 049	421 336	452 259	495 446	530 934	543 149
Revenu net comptant	34 750	40 313	76 832	32 730	(62 509)	9 165

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2002 et 2003 sont des prévisions.

Graphique A.3 : Exploitation repère porcine du Sud du Québec

Points d'importance

- L'exploitation porcine du Québec augmente sa production de 1 p. 100 en 2003. Cependant, on s'attend à ce que les ventes de porcs connaissent une hausse de 13 p. 100 en 2003, car les prix du porc ont augmenté de 12 p. 100 par rapport à ceux de l'année précédente. Ces hausses de prix surviennent après une augmentation de 34 p. 100 en 2000, une hausse de 8 p. 100 en 2001 et une baisse de 21 p. 100 en 2002. Les prix du porc ont connu de larges fluctuations récemment, atteignant des sommets relativement élevés en 1996-1997 et des creux relativement bas en 1998-1999.
- Les paiements de programmes étaient élevés entre 1998 et 2000 pour compenser les fléchissements des prix du marché en 1997, 1998 et 1999. On s'attend à ce qu'ils soient moins élevés au cours des dernières années de la période en raison du relèvement du prix des porcs, jusqu'à 40 300 \$ en 2003.
- Les dépenses monétaires totales devraient augmenter de 2 p. 100 en 2003 sous l'effet des hausses des coûts des aliments pour animaux.
- L'exploitation ne devrait générer qu'un faible profit de 9 200 \$ en 2003 et le revenu monétaire net être inférieur de 24 400 \$ à la moyenne des cinq années antérieures. L'exploitation s'est agrandie au cours de cette période, et les paiements de programmes ont permis de soutenir les revenus lors des périodes de fléchissement des prix.

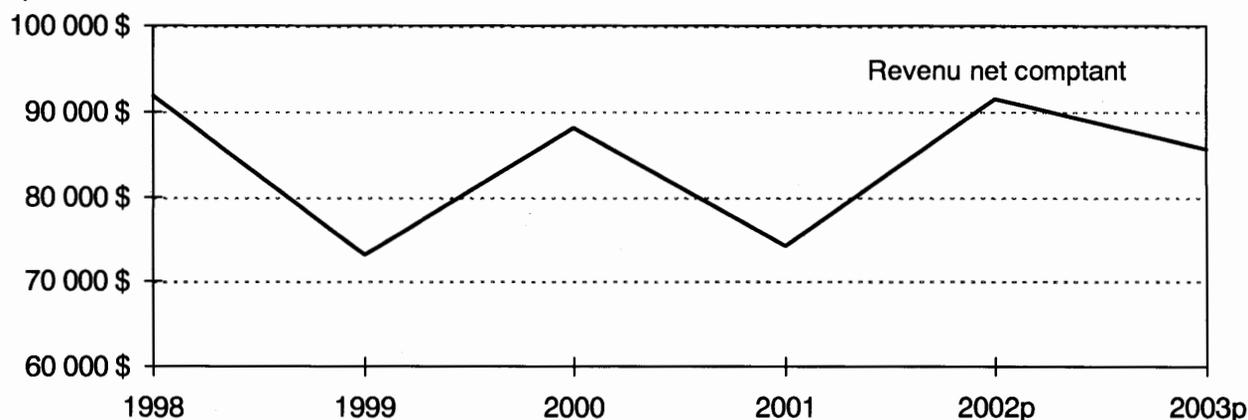
Tableau A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario

Comptabilité de caisse (\$)	1998	1999	2000	2001	2002p	2003p
Recettes pour céréales et oléagineux	293 133	252 903	241 331	210 333	256 248	265 202
Paiements des programmes (1)	9 678	20 834	49 377	77 919	52 780	47 138
Autres recettes monétaires	84 098	82 120	65 267	70 485	70 521	73 271
Recettes monétaires totales	386 909	355 856	355 975	358 736	379 549	385 611
Dépenses totales en espèces	295 011	282 672	268 004	284 530	288 116	300 096
Revenu net comptant	91 898	73 184	87 971	74 206	91 433	85 515

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2002 et 2003 sont des prévisions

Graphique A.4 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario

Points d'importance

- On s'attend à ce que les quantités de blé d'hiver et de soya mises en marché en Ontario soient en hausse en 2003, alors que les ventes de maïs seront à la baisse. Cependant, on prévoit que les prix des céréales et des oléagineux reculeront. En 2003, les prix du blé devraient décliner de 16 p. 100, alors que ceux du soya diminueront de 1 p. 100. Les prix du maïs baisseront également de 8 p. 100. Dans l'ensemble, les recettes des céréales et des oléagineux devraient connaître une hausse de 4 p. 100 en 2003, en raison d'une augmentation de la production.
- Les paiements de programmes ont diminué de 11 p. 100 en 2002 principalement en raison de la réduction des paiements au titre du Programme d'assurance-revenu du marché de l'Ontario.
- Les paiements de programmes ont été plus élevés en 2000 et 2001 en raison des retraits du CSRN et des paiements au titre du Programme d'assurance-revenu du marché. En 2001, l'exploitation a aussi reçu une somme de 27 900 \$ au titre du Programme de stabilisation du revenu des producteurs de céréales de l'Ontario et d'un programme fédéral de contrepartie. Les autres sources de revenus comme l'élevage, le travail à forfait et les locations sont relativement importantes dans les exploitations de céréales et d'oléagineux de l'Ontario, engendrant environ 15 à 20 p. 100 des recettes monétaires totales.
- Les dépenses monétaires totales devraient augmenter de 4 p. 100 en 2003, principalement en raison de l'augmentation des coûts des engrais, du carburant et des locations. Les engrais constituent le plus gros poste de dépense des exploitations de céréales et d'oléagineux de l'Ontario.
- En 2003, le revenu monétaire net à 85 500 \$ sera en baisse de 7 p. 100 par rapport à celui de 2002. À ce niveau, le revenu net est supérieur à la moyenne des cinq années antérieures de 83 700 \$.

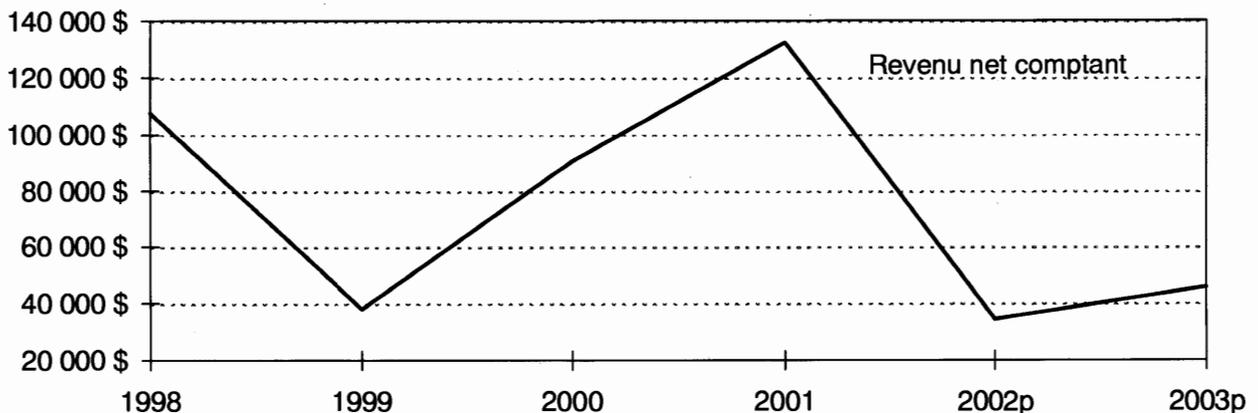
Tableau A.6 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux dans la zone de sols noirs de la Saskatchewan

Comptabilité de caisse (\$)	1998	1999	2000	2001	2002p	2003p
Recettes pour céréales et oléagineux	320 678	254 499	258 410	317 519	264 946	257 726
Paiements des programmes (1)	43 483	17 232	64 475	61 520	9 537	58 633
Autres recettes monétaires	59 967	80 361	49 875	48 130	47 707	48 070
Recettes monétaires totales	424 128	352 093	372 760	427 168	322 189	364 429
Dépenses totales en espèces	316 552	314 164	282 524	294 699	287 908	318 443
Revenu net comptant	107 577	37 929	90 237	132 469	34 281	45 986

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2002 et 2003 sont des prévisions.

Graphique A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux dans la zone de sols noirs de la Saskatchewan

Points d'importance

- Les recettes des céréales et des oléagineux devraient reculer de 3 p. 100 en 2003. Même si les rendements revenaient à la normale, les ventes de céréales subiront en 2003 l'effet de la baisse des stocks de report et de la diminution des paiements finaux en raison des conditions de 2001 et de 2002.
- En 2000 et 2001, les paiements de programmes ont été plus élevés que d'habitude, sous l'effet conjugué de retraits importants du CSRN attribuables à la baisse des revenus en 1999 et des paiements en vertu de l'Accord Canada-Saskatchewan concernant le programme relatif à l'ajustement. Il n'y a pas eu de retraits du CSRN en 2002, car les revenus de 2001 ont été élevés, mais des retraits de 32 400 \$ du CSRN ont été justifiés en 2002 et payés en 2003.
- Les dépenses monétaires totales devraient augmenter de 11 p. 100 en 2003 principalement en raison de hausses générales des dépenses. Cependant, les coûts des engrais seront beaucoup plus élevés, en hausse de 26 p. 100.
- Le revenu monétaire net de 46 000 \$ en 2003 marque une augmentation de 34 p. 100 par rapport à celui de l'année précédente, mais est bien inférieur à la récente moyenne de 80 500 \$ des cinq dernières années.

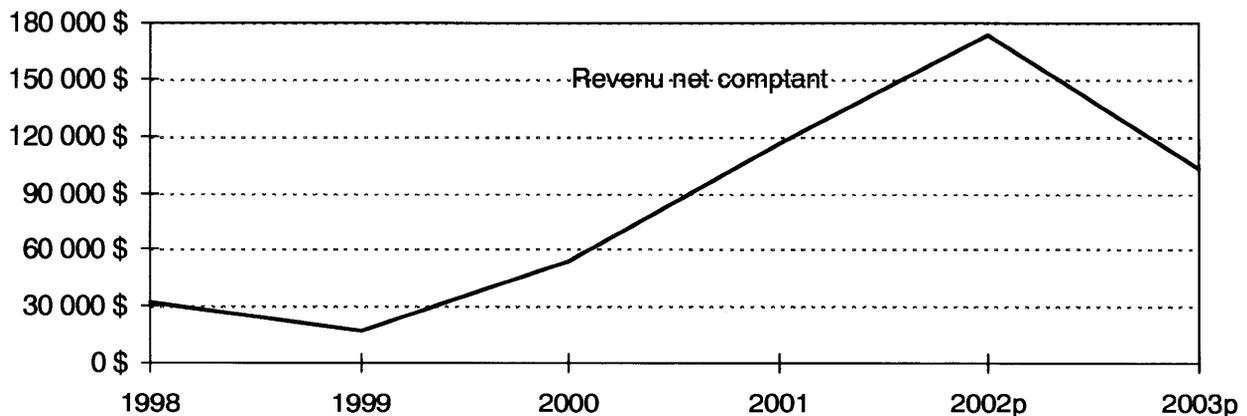
Tableau A.7 : Exploitation repère bovine du Centre-Ouest de l'Alberta

Comptabilité de caisse (\$)	1998	1999	2000	2001	2002p	2003p
Ventes de bovins	338 804	327 639	404 187	478 889	470 504	457 077
Paiements de programmes (1)	5 191	3 181	12 734	4 539	2 948	12 963
Autres recettes monétaires	50 470	38 958	36 743	44 723	38 976	39 889
Recettes monétaires totales	394 465	369 778	453 663	528 150	512 428	509 929
Dépenses totales en espèces	362 738	352 429	400 246	411 973	339 452	406 941
Revenu net comptant	31 727	17 349	53 418	116 178	172 977	102 988

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2002 et 2003 sont des prévisions.

Graphique A.6 : Exploitation repère bovine du Centre-Ouest de l'Alberta

Points d'importance

- Les ventes de bovins de 457 100 \$ seront à la baisse de 3 p. 100 en 2003 par rapport à 2002. Ces ventes ont diminué régulièrement ces dernières années, l'exploitation reconstituant son troupeau après la sécheresse, bien qu'elle continue de vendre sur un marché soutenu. Les prix des bovins ont augmenté chaque année depuis 1996, à l'exception d'une légère baisse en 2002.
- Les paiements de programmes ne sont pas significatifs pour l'exploitation bovine. Cependant, l'exploitation repère a reçu 11 900 \$ aux termes du programme d'aide au revenu agricole de l'Alberta en 2000 et 3 800 \$ en 2001. L'exploitation comprend une petite production de céréales et d'oléagineux qui génère des ventes croissant régulièrement et qui engendre environ 3 p. 100 des recettes monétaires totales.
- Les dépenses monétaires totales devraient augmenter de 20 p. 100 en 2003, principalement sous l'effet de hausses des achats de bétail en vue de la reconstitution des troupeaux, même si les coûts des aliments du bétail sont en baisse.
- Le revenu monétaire net, à 103 000 \$ en 2003, accuse un recul par rapport à celui de l'année précédente. Cependant, les revenus nets ont augmenté régulièrement, et en 2003, le revenu net est encore bien supérieur à la moyenne de 78 300 \$ des cinq années précédentes.

Tableau A.8 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1996-2001

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
1996											
Assurance-récolte (1)	0	2	0	8	28	58	20	97	58	3	276
CSRN	0	1	1	1	1	30	15	48	14	5	115
Subventions laitières	0	3	3	2	78	54	7	4	12	8	171
RARB	0	1	0	1	12	1	9	262	8	0	294
Stabilisation provinciale	2	1	2	0	296	0	0	0	0	0	301
Autres paiements (2)	5	5	7	6	4	1	6	54	60	16	163
Paiements totaux	7	13	13	18	419	144	56	466	152	32	1 319
Rabais sur intrants	0	0	0	0	83	114	0	36	8	0	242
Total	7	13	13	18	502	258	56	502	160	32	1 561
Primes des producteurs	0	2	1	4	145	32	75	332	94	4	688
1997											
Assurance-récolte (1)	0	1	1	3	39	47	33	85	90	13	313
CSRN	0	2	1	1	2	34	20	65	23	5	153
Subventions laitières	0	2	4	3	60	53	5	3	9	8	147
RARB	0	0	0	0	6	0	16	1	21	2	46
Stabilisation provinciale	2	1	0	0	169	0	0	0	0	0	172
Autres paiements (2)	4	2	4	4	6	2	69	112	74	5	281
Paiements totaux	6	8	9	11	282	137	142	265	218	34	1 111
Rabais sur intrants	0	0	0	0	64	116	0	39	7	0	227
Total	6	8	9	11	346	253	142	304	225	34	1 338
Primes des producteurs	0	1	1	2	122	36	57	195	95	2	511
1998											
Assurance-récolte (1)	0	1	1	1	17	51	40	95	103	8	318
CSRN	0	5	2	1	4	76	30	105	38	9	269
Subventions laitières	0	2	3	2	55	47	4	3	8	8	132
RARB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stabilisation provinciale	0	1	8	0	499	0	0	0	0	0	508
Autres paiements (2)	0	3	0	1	19	26	18	32	86	9	195
Paiements totaux	0	11	14	6	594	201	92	236	235	34	1 423
Rabais sur intrants	0	0	2	0	67	8	0	35	5	0	118
Total	0	11	17	6	661	209	92	271	240	34	1 541
Primes des producteurs	0	1	1	1	128	40	59	171	92	2	494

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles, novembre 2002*.

(1) Excluant l'assurance privée contre la grêle.

(2) Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que les paiements du RARB, du PNTS et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.8 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1996-2001 (suite)

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
1999											
Assurance-récolte (1)	0	2	1	1	9	29	30	118	46	5	240
CSRN	0	6	2	1	5	109	58	188	66	10	445
Subventions laitières	0	1	2	2	43	36	3	2	7	7	104
RARB	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Stabilisation provinciale	0	1	7	0	561	0	0	0	0	0	569
Autres paiements (2)	0	7	0	-1	20	154	119	161	92	11	598
Paiements totaux	0	19	15	6	642	333	216	476	218	41	1 965
Rabais sur intrants	0	0	3	0	75	8	0	35	4	0	125
Total	0	19	18	6	717	341	216	511	222	41	2 091
Primes des producteurs	0	1	2	1	174	35	43	147	82	2	487
2000											
Assurance-récolte (1)	0	3	0	1	80	72	54	117	116	8	451
CSRN	0	6	2	1	8	110	62	187	72	9	456
Aide-désastre au revenu	0	6	2	1	5	87	45	109	155	11	422
Subventions laitières	0	1	2	1	30	26	2	2	4	4	73
Stabilisation provinciale	0	1	1	0	423	0	0	0	0	0	424
Autres paiements (2)	0	0	6	0	14	128	124	363	360	5	1 001
Paiements totaux	0	17	12	6	560	422	287	777	708	39	2 827
Rabais sur intrants	0	0	0	0	80	6	0	36	9	0	131
Total	0	17	12	6	640	428	287	812	716	39	2 958
Primes des producteurs	0	1	1	0	170	32	46	135	63	2	450
2001											
Assurance-récolte (1)	0	7	1	1	75	219	86	297	222	10	918
CSRN	0	7	3	2	8	122	59	167	66	8	442
Aide-désastre au revenu	0	6	4	3	5	109	118	237	129	16	627
Subventions laitières	0	1	1	1	17	15	1	1	3	3	42
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	500	0	0	0	0	0	501
Autres paiements (2)	0	37	9	0	2	313	118	319	400	23	1 222
Paiements totaux	1	59	18	6	608	777	382	1 020	819	60	3 750
Rabais sur intrants	0	0	0	0	87	5	0	66	19	0	177
Total	1	59	18	7	695	782	382	1 087	838	60	3 928
Primes des producteurs	0	1	0	0	178	35	47	148	82	3	495

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles, novembre 2002.*

(1) Excluant l'assurance privée contre la grêle.

(2) Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que les paiements du RARB, du PNTS et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.9 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1993-2001

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
Recettes des cultures											
1993	9	123	88	115	821	2 144	1 064	2 594	1 566	566	9 088
1994	11	192	95	128	912	2 536	1 225	3 680	2 169	640	11 589
1995	12	179	105	116	1 015	2 845	1 440	4 084	2 636	730	13 161
1996	14	163	116	122	1 144	2 887	1 638	4 253	3 008	772	14 117
1997	14	156	118	133	1 198	2 990	1 726	4 495	2 687	770	14 288
1998	14	202	121	166	1 208	3 128	1 644	4 083	2 529	818	13 913
1999	14	222	140	186	1 297	3 150	1 415	3 665	2 356	878	13 322
2000	15	185	140	166	1 283	3 365	1 322	3 373	2 370	952	13 173
2001	16	154	123	192	1 319	3 196	1 486	3 835	2 274	1 023	13 618
Recettes du bétail											
1993	50	102	216	150	2 611	3 363	936	1 117	2 915	844	12 304
1994	48	99	223	155	2 729	3 419	922	1 034	3 018	874	12 521
1995	50	106	227	160	2 828	3 391	963	1 002	3 136	843	12 707
1996	56	115	249	171	3 147	3 691	1 122	1 039	3 363	907	13 860
1997	58	117	247	173	3 312	3 767	1 208	1 231	3 557	955	14 626
1998	61	109	240	176	3 069	3 686	1 225	1 243	3 666	983	14 459
1999	63	106	241	182	3 211	3 738	1 329	1 390	3 915	1 019	15 193
2000	57	119	262	194	3 593	4 132	1 569	1 568	4 450	1 084	17 026
2001	65	125	279	213	3 802	4 561	1 779	1 695	5 214	1 153	18 886
Recettes totales du marché											
1993	59	225	304	265	3 432	5 506	2 000	3 711	4 480	1 410	21 392
1994	58	291	319	283	3 641	5 954	2 147	4 714	5 188	1 514	24 110
1995	63	285	332	276	3 843	6 236	2 403	5 085	5 772	1 573	25 868
1996	70	279	365	293	4 291	6 578	2 760	5 291	6 371	1 679	27 977
1997	72	273	366	306	4 510	6 757	2 934	5 726	6 244	1 726	28 914
1998	75	311	361	342	4 278	6 814	2 870	5 327	6 195	1 801	28 372
1999	77	328	381	368	4 508	6 888	2 743	5 055	6 271	1 897	28 516
2000	72	304	402	360	4 876	7 497	2 891	4 941	6 820	2 036	30 199
2001	81	279	402	405	5 121	7 757	3 266	5 530	7 488	2 176	32 504
Paiements des programmes											
1993	3	13	8	17	539	419	387	838	576	42	2 843
1994	5	16	7	9	574	143	314	346	382	30	1 825
1995	3	27	7	12	511	111	120	312	177	25	1 305
1996	7	13	13	18	419	144	56	466	152	32	1 319
1997	6	8	9	11	282	137	142	265	218	34	1 111
1998	0	11	14	6	594	201	92	236	235	34	1 423
1999	0	19	15	6	642	333	216	476	218	41	1 965
2000	0	17	12	6	560	422	287	777	708	39	2 827
2001	1	59	18	6	608	777	382	1 020	819	60	3 750
Recettes monétaires totales											
1993	62	238	312	282	3 971	5 925	2 387	4 548	5 057	1 452	24 235
1994	63	307	326	292	4 214	6 098	2 461	5 060	5 570	1 543	25 935
1995	66	312	339	288	4 354	6 347	2 523	5 397	5 949	1 599	27 174
1996	77	291	378	311	4 710	6 722	2 816	5 757	6 523	1 712	29 296
1997	78	281	374	317	4 792	6 894	3 076	5 991	6 462	1 759	30 025
1998	76	322	375	347	4 872	7 015	2 962	5 563	6 430	1 835	29 796
1999	77	347	395	374	5 150	7 221	2 959	5 531	6 489	1 938	30 481
2000	73	321	414	366	5 436	7 919	3 178	5 718	7 528	2 074	33 027
2001	81	337	419	412	5 729	8 534	3 648	6 550	8 307	2 236	36 254

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2002.

Tableau A.9 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1993-2001 (suite)

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
Dépenses d'expl. nettes											
1993	54	195	255	212	3 010	4 794	1 806	3 331	3 970	1 163	18 791
1994	57	218	266	234	3 190	5 051	1 989	3 544	4 240	1 307	20 095
1995	60	240	281	246	3 384	5 187	2 090	3 852	4 519	1 364	21 224
1996	63	245	293	258	3 639	5 447	2 256	4 351	4 762	1 401	22 717
1997	57	250	303	275	3 673	5 584	2 318	4 297	4 985	1 408	23 149
1998	60	254	301	278	3 755	5 753	2 356	4 251	5 119	1 468	23 594
1999	60	269	307	286	3 930	5 927	2 345	4 228	5 524	1 507	24 383
2000	63	280	328	306	4 229	6 331	2 528	4 543	5 982	1 608	26 196
2001	66	284	341	323	4 494	6 814	2 686	4 706	6 188	1 695	27 597
Revenu net comptant											
1993	8	43	56	70	961	1 132	581	1 217	1 087	289	5 444
1994	6	90	60	58	1 025	1 047	472	1 516	1 330	237	5 840
1995	6	72	58	41	970	1 161	433	1 545	1 430	235	5 949
1996	14	46	84	53	1 070	1 275	560	1 406	1 761	310	6 579
1997	21	31	71	42	1 120	1 310	758	1 695	1 477	351	6 875
1998	16	68	74	69	1 116	1 262	606	1 311	1 311	367	6 202
1999	17	78	88	88	1 220	1 294	614	1 303	965	430	6 097
2000	10	41	86	60	1 207	1 588	650	1 175	1 546	467	6 831
2001	15	54	78	89	1 235	1 720	961	1 844	2 119	541	8 657
Revenu net réalisé											
1993	5	21	24	47	661	448	316	513	376	151	2 562
1994	3	67	28	34	714	345	191	786	581	88	2 836
1995	3	47	26	16	636	424	134	787	636	72	2 781
1996	11	19	51	26	710	486	243	605	902	129	3 183
1997	18	4	36	15	746	496	432	878	577	162	3 364
1998	13	38	38	42	713	394	264	443	360	165	2 469
1999	14	48	50	58	797	414	263	423	-17	226	2 277
2000	7	7	46	28	745	675	302	310	557	266	2 941
2001	12	17	36	54	739	798	609	964	1 105	348	4 682
Revenu net total											
1993	4	8	25	32	675	576	214	961	977	157	3 629
1994	3	56	28	27	798	476	359	799	684	133	3 363
1995	3	86	29	22	652	438	174	959	1 029	104	3 497
1996	10	27	51	35	839	622	538	1 359	896	107	4 484
1997	18	17	30	22	732	496	298	188	473	138	2 412
1998	13	25	40	40	716	417	319	453	333	174	2 529
1999	15	47	46	48	792	399	227	640	433	227	2 875
2000	6	27	47	37	657	447	484	470	429	259	2 862
2001	12	-56	35	35	828	697	536	262	775	365	3 490

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2002.

Tableau A.10 : Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme, Canada et provinces, 1999-2001

Province	1999	2000	2001
	- Dollars par ferme -		
Terre-Neuve			
Recettes agricoles	274 053	266 013	294 773
Dépenses d'exploitation	255 590	242 250	273 453
Revenu net comptant	18 463	23 763	21 320
Île-du-Prince-Édouard			
Recettes agricoles	238 330	260 523	262 990
Dépenses d'exploitation	201 440	223 343	226 541
Revenu net comptant	36 890	37 180	36 449
Nouvelle-Écosse			
Recettes agricoles	180 664	194 419	208 134
Dépenses d'exploitation	150 775	163 206	177 827
Revenu net comptant	29 889	31 213	30 307
Nouveau-Brunswick			
Recettes agricoles	208 656	226 582	262 399
Dépenses d'exploitation	174 216	195 577	220 618
Revenu net comptant	34 441	31 005	41 781
Québec			
Recettes agricoles	204 388	236 501	245 732
Dépenses d'exploitation	168 785	197 646	206 270
Revenu net comptant	35 603	38 855	39 462
Ontario			
Recettes agricoles	177 095	198 539	208 748
Dépenses d'exploitation	153 106	171 871	183 156
Revenu net comptant	23 989	26 668	25 592
Manitoba			
Recettes agricoles	157 410	173 137	197 469
Dépenses d'exploitation	136 143	149 006	164 648
Revenu net comptant	21 267	24 131	32 821
Saskatchewan			
Recettes agricoles	103 508	113 530	123 249
Dépenses d'exploitation	86 287	93 768	96 881
Revenu net comptant	17 221	19 762	26 368
Alberta			
Recettes agricoles	176 090	204 663	213 774
Dépenses d'exploitation	155 689	179 608	184 916
Revenu net comptant	20 401	25 055	28 858
Colombie-Britannique			
Recettes agricoles	203 877	230 081	224 703
Dépenses d'exploitation	182 964	202 504	203 893
Revenu net comptant	20 912	27 577	20 810
Canada			
Recettes agricoles	161 911	182 747	193 329
Dépenses d'exploitation	139 240	156 785	164 331
Revenu net comptant	22 671	25 962	28 998

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

Points d'importance

- En 2001, la hausse des recettes agricoles moyennes des exploitations agricoles canadiennes compense l'augmentation des dépenses d'exploitation, augmentant ainsi le revenu net comptant de plus de 11 p. 100.
- La plus forte croissance des recettes agricoles revient au Nouveau-Brunswick, qui présente une augmentation de 16 p. 100, attribuable à une importante hausse des recettes engendrées par le bétail et à une légère augmentation des recettes provenant des récoltes. La province a aussi connu la moyenne du revenu net comptant la plus élevée, soit 41 781 \$.
- Le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard ont également une moyenne du revenu net comptant, de 39 462 \$ et de 36 449 \$ respectivement, qui est bien supérieure à la moyenne nationale.

Tableau A.11 : Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 1999-2001

Type de ferme	1999	2000	2001
	- Dollars par ferme -		
Lait			
Recettes agricoles	247 152	264 850	286 049
Dépenses d'exploitation	183 681	197 518	216 758
Revenu net comptant	63 471	67 273	69 291
Bovins			
Recettes agricoles	144 632	165 843	173 753
Dépenses d'exploitation	135 068	154 575	158 825
Revenu net comptant	9 564	11 268	14 928
Porcs			
Recettes agricoles	449 551	628 590	718 761
Dépenses d'exploitation	424 532	552 150	622 608
Revenu net comptant	25 019	76 440	96 153
Volaille et oeufs			
Recettes agricoles	579 728	610 370	733 133
Dépenses d'exploitation	506 279	535 723	652 817
Revenu net comptant	73 449	74 647	80 316
Céréales et oléagineux			
Recettes agricoles	108 413	115 557	123 614
Dépenses d'exploitation	87 464	93 024	95 375
Revenu net comptant	20 949	22 533	28 239
Pommes de terre			
Recettes agricoles	490 190	542 328	542 408
Dépenses d'exploitation	410 150	457 197	453 513
Revenu net comptant	80 040	85 161	88 895
Fruits et légumes			
Recettes agricoles	170 469	175 507	182 085
Dépenses d'exploitation	144 413	153 188	158 354
Revenu net comptant	26 056	22 319	23 731
Serre et pépinière			
Recettes agricoles	**	673 436	632 348
Dépenses d'exploitation	**	594 025	589 607
Revenu net comptant	**	79 411	42 741
Tous les types de fermes			
Recettes agricoles	161 911	182 747	193 329
Dépenses d'exploitation	139 240	156 785	164 331
Revenu net comptant	22 671	25 962	28 998

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

** Pour respecter le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), les productions de champignons et de sapins de Noël sont maintenant classées dans la catégorie « Serre, pépinière et floriculture ». Avant 2000, ces produits étaient classés dans la catégorie « Autres types d'exploitations », par conséquent, les chiffres de 1999 ne sont pas comparables.

Points d'importance

- En 2001, les exploitations porcines présentent des hausses appréciables des recettes agricoles nettes qui atteignent 96 153 \$, ce qui les classent au premier rang de ce type d'exploitation. La hausse sensible des recettes d'exploitation est attribuable aux prix fermes du porc ainsi qu'à l'accroissement des ventes.
- En 2001, les exploitations bovines ont connu la plus forte hausse des recettes agricoles nettes (32 p. 100), soit 14 928 \$, mais elle se situe encore sous la moyenne.
- Le revenu net comptant des exploitations de céréales et d'oléagineux a connu une hausse appréciable de 25 p. 100.
- Les exploitations de porcs, de pommes de terre, de volaille, d'œufs et de produits laitiers ont toutes enregistré un revenu net comptant bien supérieur à la moyenne.

Tableau A.12 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 1999

Revenu de la famille agricole (avant amortissement)	Nombre de familles		Revenus d'un travail hors-ferme	Revenus de placement	Revenus de pensions et autres revenus hors-ferme	Total des revenus hors-ferme	Revenus nets d'exploitation	Total des revenus de la famille
	Nombre	% du total						
Toutes les fermes								
Moins de 10 000 \$	8 800	5,8	10 674	2 328	6 535	19 538	-38 991	-19 454
10 000 \$ - 19 999 \$	9 740	6,4	7 595	1 591	7 836	17 022	-1 189	15 833
20 000 \$ - 29 999 \$	16 160	10,6	9 875	2 123	9 776	21 773	3 681	25 454
30 000 \$ - 39 999 \$	18 390	12,1	13 738	2 775	10 627	27 140	8 145	35 285
40 000 \$ - 49 999 \$	18 520	12,2	20 869	2 943	9 652	33 465	12 287	45 752
50 000 \$ - 99 999 \$	59 410	39,1	34 615	4 536	10 027	49 177	21 958	71 136
100 000 \$ +	20 820	13,7	77 630	13 855	12 550	104 035	55 938	159 973
TOTAL	151 840	100,0	30 556	4 833	10 030	45 419	16 803	62 222
Petites exploitations (recettes agricoles de 10 000 \$ à 49 999 \$)								
Moins de 10 000 \$	3 800	2,5	8 024	1 647	6 019	15 690	-20 058	-4 368
10 000 \$ - 19 999 \$	6 200	4,1	7 238	1 671	9 017	17 926	-2 045	15 880
20 000 \$ - 29 999 \$	10 230	6,7	10 432	2 188	11 284	23 904	1 381	25 285
30 000 \$ - 39 999 \$	10 160	6,7	15 895	3 322	13 049	32 265	2 784	35 049
40 000 \$ - 49 999 \$	8 810	5,8	28 509	3 558	11 252	43 319	1 776	45 095
50 000 \$ - 99 999 \$	24 910	16,4	49 796	5 427	11 391	66 614	2 653	69 266
100 000 \$ +	6 440	4,2	127 174	18 985	14 354	160 486	1 067	161 552
TOTAL	70 530	46,5	37 618	5 122	11 370	54 109	597	54 707
Exploitations moyennes (recettes agricoles de 50 000 \$ à 99 999 \$)								
Moins de 10 000 \$	2 050	1,4	11 454	2 803	6 230	20 487	-37 326	-16 839
10 000 \$ - 19 999 \$	1 950	1,3	8 187	1 200	5 511	14 898	834	15 732
20 000 \$ - 29 999 \$	3 450	2,3	8 857	2 252	7 343	18 452	7 050	25 502
30 000 \$ - 39 999 \$	4 520	3,0	12 701	2 321	7 939	22 961	12 673	35 634
40 000 \$ - 49 999 \$	4 630	3,0	16 532	2 902	9 505	28 938	17 845	46 784
50 000 \$ - 99 999 \$	11 660	7,7	33 548	5 423	11 147	50 119	19 848	69 967
100 000 \$ +	2 870	1,9	99 284	17 643	14 863	131 790	20 341	152 130
TOTAL	31 120	20,5	28 268	4 935	9 681	42 884	12 178	55 062
Grandes exploitations (recettes agricoles de 100 000 \$ et plus)								
Moins de 10 000 \$	2 960	1,9	13 525	2 872	7 404	23 801	-64 528	-40 727
10 000 \$ - 19 999 \$	1 580	1,0	8 268	1 756	6 077	16 101	-327	15 774
20 000 \$ - 29 999 \$	2 470	1,6	8 992	1 668	6 932	17 592	8 519	26 110
30 000 \$ - 39 999 \$	3 710	2,4	9 099	1 830	7 273	18 201	17 285	35 485
40 000 \$ - 49 999 \$	5 100	3,4	11 607	1 920	7 025	20 552	25 443	45 994
50 000 \$ - 99 999 \$	22 840	15,0	18 605	3 112	7 967	29 684	44 105	73 789
100 000 \$ +	11 520	7,6	44 556	10 060	10 966	65 582	95 378	160 960
TOTAL	50 180	33,0	22 049	4 363	8 364	34 776	42 449	77 225

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

Points d'importance

- La famille agricole moyenne a gagné 62 222 \$ en 1999, 27 p. 100 de ses revenus provenant de l'exploitation agricole et 73 p. 100 d'autres sources.
- Plus de la moitié des familles agricoles canadiennes ont perçu des revenus de 50 000 \$ et plus.
- La proportion des familles ayant eu un revenu de moins de 10 000 \$ est demeurée la même que l'année précédente, soit 5,8 p. 100; toutefois, la moyenne des pertes d'exploitation nettes pour ce groupe était à la hausse.

Méthodologie sur le revenu agricole

Prévisions du revenu agricole

Les prévisions du revenu agricole sont préparées par le Ministère, de concert avec les ministères provinciaux de l'Agriculture et Statistique Canada. Elles fournissent une vue d'ensemble à jour du revenu agricole à l'échelle provinciale et nationale. Même si les prévisions sont présentées sous forme d'un seul chiffre, chaque chiffre constitue en fait le point médian d'une marge de prévision ou d'un intervalle de confiance. Les chiffres doivent être interprétés comme étant indicatifs des tendances majeures et des grands tournants décisifs et non comme les valeurs effectives des prévisions.

Le tableau ci-dessous illustre le pourcentage de chaque élément du revenu que l'on peut appliquer aux chiffres prévisionnels pour déterminer la marge de prévision. Par exemple, en 2002, on prévoit que les recettes des cultures se chiffreront à 14 257 millions de dollars, avec une marge d'erreur de $\pm 1,4$ p. 100, ce qui signifie que les recettes des cultures pourraient varier entre 14 057 et 14 457 millions de dollars.

Prévisions de l'erreur quadratique moyenne (PEQM)—Canada

	2002	2003
Recettes des cultures	$\pm 1,4$ %	$\pm 3,7$ %
Recettes du bétail	$\pm 1,1$ %	$\pm 5,4$ %
Paiements des programmes	$\pm 5,8$ %	$\pm 22,0$ %
Recettes monétaires totales	$\pm 0,8$ %	$\pm 4,9$ %
Dépenses d'expl. nettes	$\pm 1,3$ %	$\pm 4,0$ %
Revenu net comptant	$\pm 2,5$ %	$\pm 15,4$ %
Revenu net réalisé	$\pm 4,9$ %	$\pm 27,6$ %

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

L'erreur quadratique moyenne de prévisions correspond à la variabilité moyenne relative des prévisions précédentes de décembre par rapport aux premières estimations publiées par Statistique Canada. La variabilité moyenne relative des prévisions a été obtenue en calculant l'erreur quadratique moyenne sur une période de cinq ans (1997-2001), pour les composantes principales du revenu agricole à l'échelle nationale.

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions

Les prévisions concordent avec les renseignements disponibles et les politiques en vigueur en mars 2003. Les prévisions relatives à 2002 et 2003 reposent avant tout sur les données des analystes des produits, des représentants des provinces et des fonctionnaires de Statistique Canada. Les prévisions macroéconomiques canadiennes sont tirées des documents du Conference Board du Canada. Les prévisions relatives aux revenus agricoles sont sujettes à changement en fonction de l'évolution, même minime, des conditions du marché ou des coûts. Les tendances au niveau du revenu peuvent varier d'une province à l'autre, reflétant les différentes combinaisons de productions et de prix dans chacune des provinces.

Le revenu net comptant (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le revenu net réalisé mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le revenu net total mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants

effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris. À cause de sa conception (régime agro-global et individuel) et du fait que les producteurs ne sont pas tenus de retirer les paiements déclenchés du compte, il est très difficile de prévoir les paiements du CSRN.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province, dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 1997

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 1997. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 1997 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2003

Voir les notes au bas du tableau.

Exploitations repères agricoles

Les exploitations ne se veulent pas représentatives de toutes les exploitations agricoles d'un secteur particulier dans une province donnée. Il s'agit plutôt d'exemples d'exploitations agricoles possédant un ensemble de caractéristiques et appartenant à un secteur particulier dans une province ou région donnée. Elle ne servent pas à établir une moyenne. On utilise une comptabilité de caisse basée sur l'année civile. Toutes les exploitations repères sont établies à partir des données provenant des déclarants.

Dans les prévisions visant les recettes et les dépenses des exploitations repères, les niveaux de production et les types de spéculation sont fondés sur les profils de production historiques. Les variations au chapitre des quantités produites par l'exploitation repère sont le résultat des estimations de revenu agrégé à l'échelle provinciale. Cependant, des variations régionales, par exemple des pertes importantes en raison de mauvaises récoltes, sont prises en compte lorsqu'elles sont pertinentes dans la construction du modèle. L'ensemble des exploitations repères choisies dans la présente publication peut différer de celles de versions antérieures du Recueil des données, car on varie la sélection pour tenir compte de la diversité des productions agricoles et de l'évolution des sujets d'intérêt actuels. De plus, les modèles repères sont continuellement actualisés afin d'en améliorer la précision.

Tableau A.3 et graphique A.2 : Exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard

L'exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard est construite à partir des données des déclarants pour les exploitations de pommes de terre dont les ventes totales se situent entre 100 000 \$ et 249 999 \$. En général, ces exploitations sont fortement spécialisées dans la production des pommes de terre qui couvrent près de 115 acres sur 335. Cette exploitation compte aussi 160 acres de cultures céréalières et une petite ferme bovine. L'exploitant de la ferme de pommes de terre ne souscrit pas à l'assurance-récolte, comme c'est en général le cas.

Tableau A.4 et graphique A.3 : Exploitation repère porcine du Sud du Québec

L'exploitation repère porcine hautement spécialisée du Québec est établie à partir des données des déclarants pour les fermes porcines dont les ventes totales se situent entre 250 000 \$ et 499 999 \$; elle est représentative de la ferme porcine de naissage-finition typique de la région de la Montérégie. L'exploitation possède actuellement 205 truies et produit annuellement près de 4 700 porcs. Elle s'est agrandie constamment au cours des dernières années.

Tableau A.5 et graphique A.4 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario

L'exploitation de céréales et d'oléagineux de l'Ontario est typique des exploitations de maïs (200 acres), de soya (470 acres) et de blé d'hiver (100 acres) du Sud de l'Ontario dont les recettes totales se situent entre 250 000 \$ et 499 999 \$. L'exploitation produit aussi de petites quantités de haricots colorés et blancs. Les céréales et les oléagineux représentent près des trois quarts des recettes totales. Les ventes de bestiaux et d'autres sortes de recettes diverses, par exemple tirées d'un travail à forfait ou de la location, sont aussi importantes, comptant pour environ 15 à 20 p. 100 des recettes totales.

Tableau A.6 et graphique A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux dans la zone de sols noirs de la Saskatchewan

Une exploitation de céréales et d'oléagineux de 2 100 acres représente les producteurs traditionnels de céréales et d'oléagineux dont les recettes totales se situent entre 250 000 \$ et 499 999 \$ dans la zone de sols noirs de la Saskatchewan. Les emblavures s'étendent sur 260 acres, l'orge sur 250 acres, les lentilles sur 660 acres de canola, et la rotation des cultures inclut 225 acres de pois. En général, les céréales et les oléagineux comptent pour environ les quatre cinquièmes des recettes totales. En moyenne, les

ventes de bovins, les paiements de programmes et des recettes diverses forment tous, en proportion égale, le reste des recettes.

Tableau A.7 et graphique A.6 : Exploitation bovine repère du Centre-Ouest de l'Alberta

Les exploitations bovines concentrées dans la région d'Edmonton-Red Deer sur lesquelles sont construits ce repère appartiennent, d'après les données des déclarants, aux exploitations dont les recettes totales vont de 250 000 \$ à 499 999 \$. Fortement spécialisées, ces exploitations tirent plus de 90 p. 100 de leurs recettes totales, en général, de la vente de bœufs de boucherie. L'exploitation de naissage compte un total de 670 bovins en 2003, dont 225 vaches, le reste étant des veaux et des bovins d'engrais.

Tableau A.8 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme le CSRN, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse. Les paiements versés en vertu du CSRN représentent les retraits du Fonds 2 (Fonds gouvernemental).

Les indemnités d'assurance-récolte comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance-récolte et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.9 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces

Voir le Tableau A.1 pour la méthodologie.

Tableau A.10 et Tableau A.11 : Recettes agricoles moyennes, dépenses d'exploitation et revenu net comptant par ferme (A.10) et par type de ferme (A.11)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus, dont 51 p. 100 et plus provenaient d'activités agricoles (T2-Corporations). Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations de revenu du PDF diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les *Statistiques économiques agricoles* de Statistique Canada (n° 21-603 au catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans les *Statistiques financières agricoles* de Statistique Canada (n° 21-205 au catalogue).

Par recettes agricoles, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements et les subventions agricoles du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engagées par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Tant dans les recettes agricoles que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

La classification du type de ferme se fonde sur le pourcentage des ventes du produit principal (ou du groupe de produits). Par exemple, on considère

les fermes dont 51 p. 100 ou plus des ventes de produits agricoles sont liées aux produits laitiers comme des fermes laitières.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à *Statistiques financières* de Statistique Canada (n° 21-205 au catalogue).

Tableau A.12 : Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société

Le revenu familial total est calculé à partir des dossiers d'impôt personnel de chacun des membres de la famille. Les familles agricoles sont identifiées en vérifiant deux dossiers sources : un exemplaire du Programme des données fiscales des personnes exploitant une entreprise agricole non constituée en société et le Fichier T1 sur les familles, qui contient les unités familiales élaborées par la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistique Canada.

Les particuliers et les familles qui suivent sont exclus :

- 1) particulier n'appartenant pas à une famille de type conventionnel ou à une famille monoparentale;
- 2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
- 3) familles dont les membres exploitent plus d'une ferme;
- 4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d'exploitation brutes inférieures à 10 000 \$.

Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenus non agricoles des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

Pour une description plus complète de cette méthodologie, consulter *Statistiques financières agricoles*, Statistique Canada, n° 21-205 au catalogue.

SECTION B

Situation financière des exploitations agricoles

SOMMAIRE

- En 2001, l'endettement agricole au Canada a augmenté de 5,7 p. 100, comparativement à une hausse de 6,5 p. 100 en 2000. Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick ont connu la plus importante augmentation en pourcentage en 2001.

- Le nombre de faillites d'agriculteurs au Canada est passé de 220 à 197 entre 2001 et 2002. Cependant, si on le compare à la même période, le nombre de faillites d'agriculteurs au Manitoba a augmenté.

- Au cours de l'exercice financier 2001-2002, Financement agricole Canada (FAC) a augmenté le nombre total de ses prêts en cours de 9,1 p. 100. Le FAC a approuvé 17 842 prêts en 2001-2002 comparativement à 13 289 en 2000-2001. Le montant des prêts approuvés s'est accru de 39,5 p. 100, passant de 1,75 milliard de dollars à 2,45 milliards.

- La valeur des nouveaux prêts enregistrées en vertu de la LPAACFC a diminué de 10 p. 100 entre 2002-2003 et 2001-2002.

- L'actif et l'avoir net moyens des exploitations agricoles canadiennes ont augmenté entre 1999 et 2001.

- À quelques exceptions près, les prix d'engrais d'automne du Manitoba et de l'Ontario sont demeurés inchangés par rapport à ceux recensés au printemps de 2002. Le rapport entre ces prix et ceux des États américains voisins est inchangé. La baisse des prix de l'essence était supérieure de l'autre côté de la frontière.

Taux d'intérêt hypothécaire de FAC

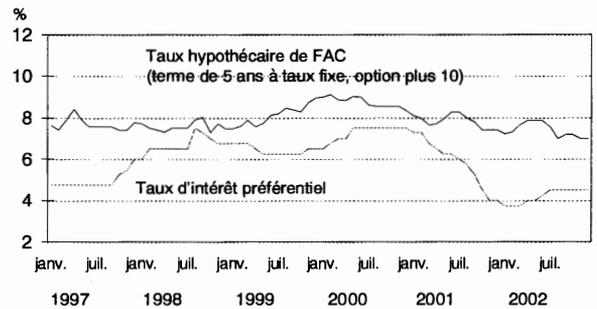
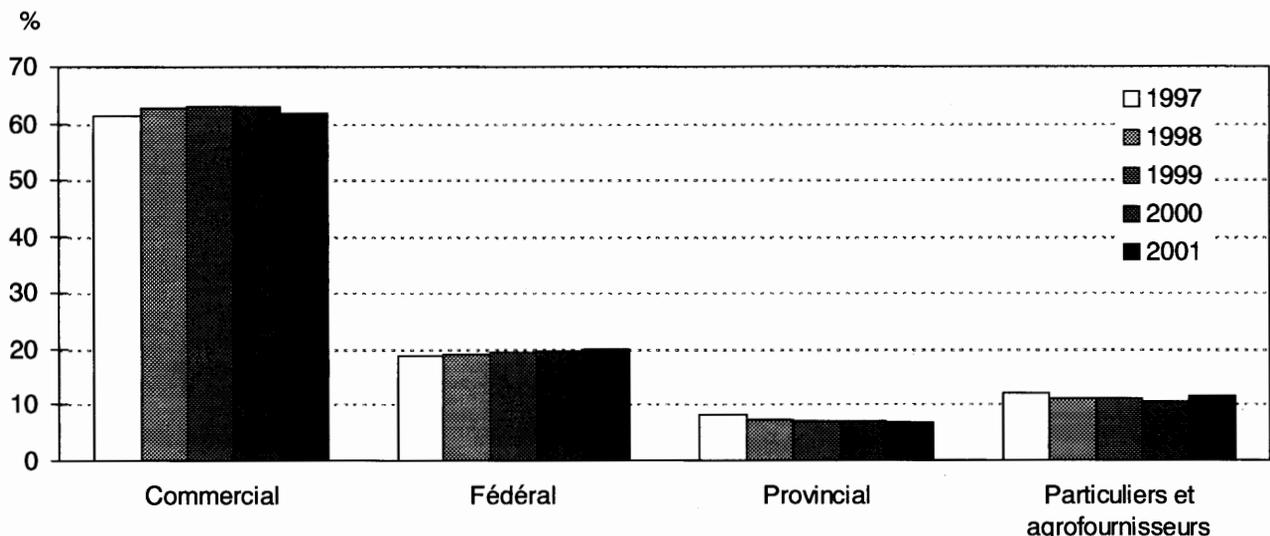


Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1992-2001

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
1992	37	207	270	231	3 714	4 798	2 058	4 740	6 227	1 101	23 384
1993	35	235	264	231	3 631	4 975	2 020	4 482	6 360	1 177	23 409
1994	39	285	307	231	4 114	5 160	2 217	4 411	6 399	1 298	24 460
1995	40	310	308	271	4 393	5 442	2 422	4 509	6 613	1 368	25 676
1996	42	331	322	298	4 769	5 964	2 569	4 773	6 705	1 456	27 230
1997	40	372	358	327	5 355	6 868	2 814	5 171	7 398	1 608	30 312
1998	44	411	395	352	5 944	7 618	3 135	5 492	7 996	1 779	33 165
1999	49	435	416	376	6 705	8 219	3 500	5 726	8 457	1 989	35 871
2000	46	469	456	415	7 559	9 002	3 735	5 921	8 844	2 127	38 574
2001	54	509	482	453	8 201	9 511	4 010	6 089	9 202	2 244	40 753

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 1997-2001

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

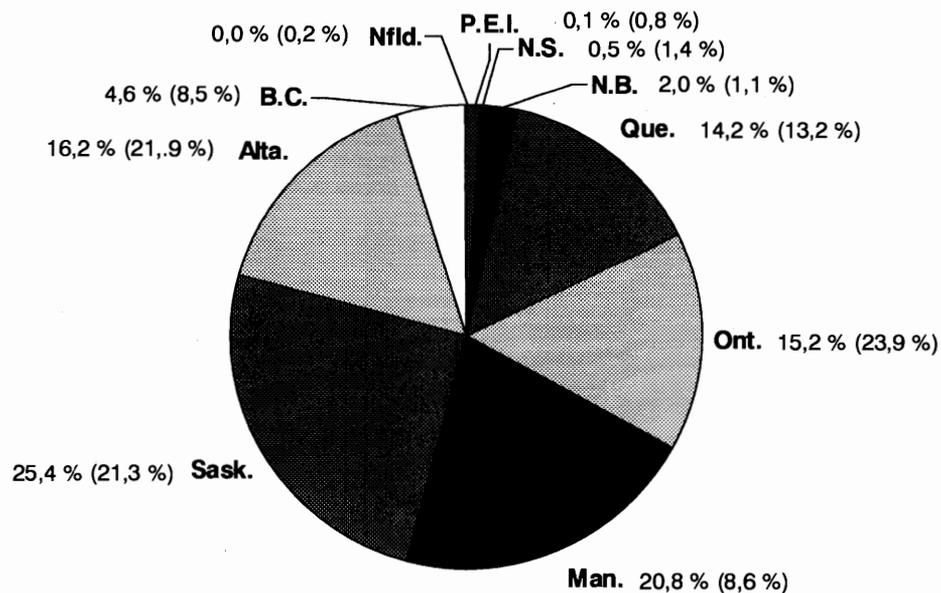
Points d'importance

- En 2001, la dette agricole totale a augmenté de 5,7 p. 100 par rapport à l'année précédente. La dette agricole totale a démontré une augmentation relativement stable depuis les années 90, et a augmenté de 34 p. 100 depuis 1997.
- Les prêteurs commerciaux détenaient 62 p. 100 de la dette agricole en 2001.
- En 2001, les parts fédérale et provinciale de la dette agricole ont demeurés stables, à 20 p. 100 et à 7 p. 100, respectivement. La part fédérale de la dette inclut les programmes des paiements anticipés qui facilitent les prêts provenant des prêteurs commerciaux.
- En 2001, la dette agricole détenue par les prêteurs privés représentait environ 11,5 p. 100 de la dette agricole totale.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1987-2002

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./ Yn	Canada
1987	0	2	5	2	67	52	47	85	71	23	0	354
1988	1	0	4	4	54	35	27	115	54	31	0	325
1989	0	2	0	3	61	18	26	152	58	14	0	334
1990	2	5	4	7	73	32	15	189	62	18	0	407
1991	0	3	3	7	82	15	21	224	71	15	0	441
1992	0	2	5	3	63	21	15	191	73	10	0	383
1993	1	7	4	2	49	22	13	166	80	5	0	349
1994	0	3	2	3	67	15	7	132	68	11	0	308
1995	1	0	8	5	33	23	10	94	87	12	0	273
1996	0	0	5	4	54	17	24	95	75	1	0	275
1997	0	4	6	4	54	15	19	76	61	4	0	243
1998	0	1	4	1	47	12	27	92	55	5	0	244
1999	0	1	2	2	42	17	29	99	45	6	0	243
2000	0	1	4	2	40	20	18	76	38	14	0	213
2001	1	2	4	0	57	23	19	64	44	6	0	220
2002	0	2	1	4	28	30	41	50	32	9	0	197

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2002

Sources : Bureau du surintendant des faillites et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2001.

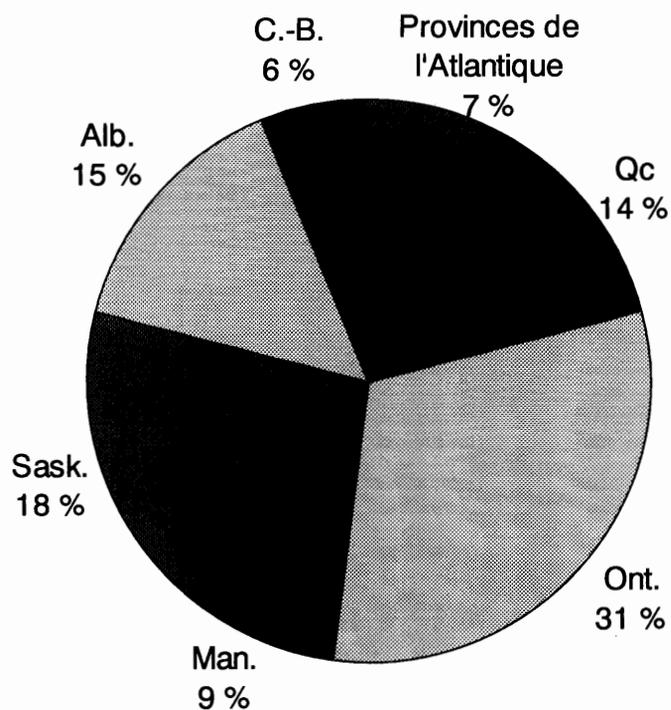
Note : La répartition en pourcentage du nombre total d'exploitations agricoles par province, pour 2001, est indiquée entre parenthèses. Elle est tirée du Recensement de l'agriculture, 2001.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 1996-1997 à 2001-2002

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Nombre total de prêts	65 318	69 846	72 311	73 686	75 202	75 889
Montant total des prêts (en millions de \$)	4 687	5 319	5 843	6 304	6 908	7 716
Nombre de prêts approuvés	12 910	15 488	14 880	14 201	13 289	17 842
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	1 403	1 525	1 617	1 611	1 753	2 446
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	108 668	98 473	108 700	113 500	131 875	137 097

Source : Financement agricole Canada (autrefois Société du crédit agricole).

Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, au 31 mars 2002



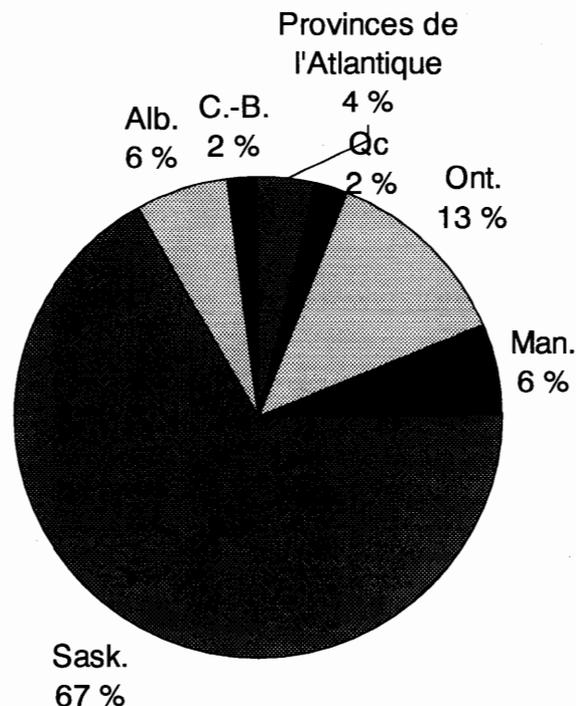
Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1995-1996 à 2002-2003

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	14 806	16 250	15 946	8 641	7 628	6 304	5 659	4 722
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	371 903	488 759	516 885	259 174	215 998	189 087	178 732	160 425
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	26 402	29 120	30 078	32 415	29 994	29 995	31 583	33 974

Source : Pour 1995-1996 à 2001-2002, rapports de rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et pour 2002-2003, Division des programmes de commercialisation nationaux de l'Administration de la LPAACFC; Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 2002-2003



Source : Administration de la LPAACFC, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1997, 1999 et 2001

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
CANADA								
Actif agricole								
- 1997	1 189 875	626 984	1 009 967	1 345 467	692 811	1 539 601	737 064	777 249
- 1999	1 601 066	684 810	1 336 573	1 770 412	749 102	1 685 917	802 639	896 013
- 2001	1 982 297	805 174	1 642 247	2 192 178	855 723	1 920 845	900 800	1 038 917
Passif agricole								
- 1997	227 275	93 908	260 508	269 778	130 171	368 443	106 283	130 822
- 1999	315 615	100 324	412 059	357 735	152 291	441 039	134 812	163 112
- 2001	433 651	124 564	489 773	423 039	177 602	519 282	149 949	195 044
Avoir net								
- 1997	962 599	533 076	749 459	1 075 689	562 639	1 171 158	630 781	646 427
- 1999	1 285 451	584 486	924 514	1 412 677	596 810	1 244 879	667 827	732 901
- 2001	1 548 647	680 610	1 152 475	1 769 139	678 122	1 401 563	750 852	843 874
Nouveaux investissements (nets)								
- 1997	49 068	19 044	75 647	43 610	28 539	82 341	35 439	33 618
- 1999	67 482	18 526	68 738	79 535	35 433	83 698	25 878	32 468
- 2001	76 382	19 971	108 845	64 607	28 691	83 075	29 317	36 335

Points d'importance

- De 1999 à 2001, l'avoir net de tous les types d'exploitations est à la hausse.
- Les nouveaux investissements les plus élevés se constatent dans les exploitations porcines, principalement en raison de la restructuration de l'industrie en entreprises plus vastes.
- Les nouveaux investissements nets des exploitations de pommes de terre se classent au premier rang.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
PROVINCES DE L'ATLANTIQUE								
Actif agricole								
- 1997	1 241 965	387 199	763 524	1 074 831	416 465	1 482 725	608 077	759 929
- 1999	1 762 399	427 399	728 731	1 420 703	490 400	1 783 760	535 775	937 914
- 2001	1 954 542	483 838	1 042 360	1 610 093	599 942	2 003 794	624 298	1 068 610
Passif agricole								
- 1997	204 383	42 445	197 830	203 193	72 054	355 177	72 275	139 897
- 1999	316 477	49 845	262 796	287 742	94 202	504 763	52 133	193 862
- 2001	400 445	66 112	406 717	316 052	123 808	503 075	105 187	227 882
Avoir net								
- 1997	1 037 582	344 754	565 694	871 638	344 410	1 127 548	535 803	620 032
- 1999	1 445 923	377 553	465 935	1 132 961	396 197	1 278 997	483 643	744 051
- 2001	1 554 097	417 726	635 642	1 294 040	476 134	1 500 718	519 111	840 728
Nouveaux investissements (nets)								
- 1997	50 930	10 419	55 791	39 698	14 996	76 867	26 745	32 572
- 1999	64 837	6 037	29 629	50 350	23 466	99 881	-3 659	37 146
- 2001	58 081	13 069	56 318	71 586	21 530	83 378	10 171	37 775

Points d'importance

- En 2001, l'avoir net a augmenté de 13 p. 100 par rapport au niveau de 1999 et de près de 36 p. 100 par rapport à celui de 1997.
- Les exploitations laitières ont atteint la plus importante valeur nette, suivies des exploitations de pommes de terre, de volaille et d'œufs.
- Les exploitations de pommes de terre conservent la plus importante moyenne de nouveaux investissements nets.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1997, 1999 et 2001 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
QUÉBEC								
Actif agricole								
- 1997	897 465	361 195	901 388	1 248 480	480 975	905 305	844 126	693 564
- 1999	1 346 662	396 398	1 096 962	1 923 507	617 185	769 037	955 442	935 528
- 2001	1 657 209	498 733	1 161 878	2 099 658	624 890	941 227	1 102 797	1 071 458
Passif agricole								
- 1997	191 824	65 464	305 932	267 274	132 921	253 219	208 813	162 370
- 1999	297 110	69 241	460 005	388 107	172 504	212 464	209 626	220 798
- 2001	397 416	83 610	479 613	326 605	143 665	290 503	262 788	258 137
Avoir net								
- 1997	705 642	295 732	595 456	981 206	348 055	652 086	635 313	531 194
- 1999	1 049 552	327 157	636 957	1 535 400	444 681	556 573	745 816	714 730
- 2001	1 259 793	415 123	682 265	1 773 053	481 225	650 724	840 009	813 321
Nouveaux investissements (nets)								
- 1997	39 112	5 257	55 423	44 843	19 115	22 934	45 549	29 721
- 1999	67 117	3 814	59 469	84 451	26 332	23 370	39 489	42 085
- 2001	75 961	15 820	92 569	72 997	26 544	30 652	32 497	47 299

Points d'importance

- Entre 1999 et 2001, l'avoir moyen net des exploitations du Québec s'est accru de près de 100 000 \$.
- L'avoir net des exploitations laitières du Québec a augmenté de 20 p. 100 entre 1999 et 2001, mais les exploitations de volaille et d'œufs continuent de présenter les plus importants niveaux.
- Les exploitations porcines inscrivent le plus important niveau de nouveaux investissements nets en 2001.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
ONTARIO								
Actif agricole								
- 1997	1 369 056	551 799	934 392	1 372 783	790 661	1 843 200	700 203	827 222
- 1999	1 698 327	610 174	1 098 796	1 981 311	808 692	1 824 459	849 200	1 001 592
- 2001	2 093 896	680 930	1 340 784	2 449 284	1 112 139	2 253 638	939 304	1 172 999
Passif agricole								
- 1997	231 494	69 238	243 859	239 326	146 954	328 870	95 071	134 222
- 1999	280 025	69 898	317 248	354 696	135 218	426 275	129 363	162 954
- 2001	388 909	89 989	406 700	480 454	199 442	858 357	146 807	213 366
Avoir net								
- 1997	1 137 562	482 561	690 532	1 133 457	643 707	1 514 330	605 132	693 000
- 1999	1 418 302	540 275	781 548	1 626 615	673 474	1 398 184	719 837	838 638
- 2001	1 704 987	590 941	934 085	1 968 830	912 697	1 395 281	792 497	959 633
Nouveaux investissements (nets)								
- 1997	48 297	11 119	75 389	39 051	38 147	155 854	29 481	31 907
- 1999	61 184	15 021	56 167	94 043	36 863	69 680	26 400	36 360
- 2001	57 482	6 838	63 942	54 339	39 812	104 532	20 709	34 147

Points d'importance

- L'avoir moyen net des exploitations de l'Ontario a augmenté de 14 p. 100 entre 1999 et 2001.
- Par rapport à la période précédente, l'avoir moyen net des exploitations fruitières et maraîchères a connu une hausse de 35 p. 100.
- Les exploitations de produits laitiers, de volaille et d'œufs ont également présenté de fortes hausses de leur valeur nette.
- Dans la province d'Ontario, les nouveaux investissements nets ont reculé en 2001.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1997, 1999 et 2001 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
MANITOBA								
Actif agricole								
- 1997	1 216 581	433 877	1 371 434	955 635	..	3 698 365	733 766	716 531
- 1999	1 408 792	509 577	1 705 103	1 301 321	..	2 668 030	796 626	785 354
- 2001	1 917 040	577 568	1 965 092	1 859 125	..	2 730 398	902 967	893 471
Passif agricole								
- 1997	290 635	67 663	275 149	136 349	..	938 654	119 950	123 883
- 1999	258 777	89 462	473 708	262 235	..	796 444	151 248	158 784
- 2001	445 960	98 371	496 653	254 332	..	736 651	181 467	179 999
Avoir net								
- 1997	925 946	366 214	1 096 285	819 285	..	2 759 711	613 815	592 648
- 1999	1 150 015	420 115	1 231 395	1 039 085	..	1 871 586	645 378	626 571
- 2001	1 471 080	479 197	1 468 439	1 604 793	..	1 993 747	721 500	713 472
Nouveaux investissements (nets)								
- 1997	61 981	11 075	103 317	44 621	..	271 986	40 233	36 632
- 1999	72 971	14 474	70 083	41 721	..	125 418	27 845	29 429
- 2001	104 798	21 401	119 032	92 358	..	162 754	28 567	35 545

Points d'importance

- L'avoir moyen net des exploitations du Manitoba a augmenté de plus de 13 p. 100 entre 1999 et 2001.
- L'avoir net des exploitations de volaille et d'oeufs au Manitoba a connu une hausse de 54 p. 100,
- mais la valeur de l'avoir net a été la plus élevée pour les exploitations de pommes de terre.
- Les nouveaux investissements nets ont été plus élevés pour les exploitations de pommes de terre.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
SASKATCHEWAN								
Actif agricole								
- 1997	1 181 460	542 031	1 186 623	..	..	..	673 750	657 868
- 1999	1 463 476	578 920	2 165 668	..	..	..	664 108	665 846
- 2001	1 995 301	632 788	4 200 863	..	..	..	775 861	774 325
Passif agricole								
- 1997	191 130	81 821	246 050	..	..	..	91 807	92 728
- 1999	313 568	91 750	603 120	..	..	..	112 583	113 979
- 2001	785 100	101 784	1 197 718	..	..	..	128 337	137 093
Avoir net								
- 1997	990 330	460 211	940 573	..	..	..	581 943	565 140
- 1999	1 149 908	487 170	1 562 547	..	..	..	551 526	551 867
- 2001	1 210 200	531 004	3 003 145	..	..	..	647 525	637 232
Nouveaux investissements (nets)								
- 1997	77 597	16 142	131 143	..	..	..	34 401	31 952
- 1999	71 800	22 716	228 379	..	..	..	19 801	22 574
- 2001	239 208	17 243	653 555	..	..	..	30 940	33 674

Points d'importance

- L'avoir moyen net des exploitations de la Saskatchewan a augmenté de plus de 15 p. 100 entre 1999 et 2001.
- Les exploitations porcines ont atteint l'avoir net le plus élevé, suivies des exploitations laitières.
- En 2001, les exploitations de la province ont vu leurs nouveaux investissements nets moyens s'accroître sérieusement.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1997, 1999 et 2001 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
ALBERTA								
Actif agricole								
- 1997	2 259 251	809 241	1 119 426	1 556 898	..	2 567 016	883 791	880 037
- 1999	3 160 209	874 676	2 081 243	1 370 721	..	2 197 318	1 040 560	1 007 213
- 2001	4 137 684	1 072 566	2 795 747	1 572 509	..	2 784 428	1 120 808	1 162 363
Passif agricole								
- 1997	405 357	131 492	222 446	385 548	..	600 715	121 316	137 095
- 1999	602 702	133 980	489 967	323 822	..	407 558	162 101	165 334
- 2001	866 058	174 152	554 863	335 982	..	687 531	157 098	188 132
Avoir net								
- 1997	1 853 893	677 748	896 980	1 171 350	..	1 966 301	762 474	742 942
- 1999	2 557 507	740 696	1 591 276	1 046 899	..	1 789 761	878 458	841 879
- 2001	3 271 626	898 414	2 240 884	1 236 527	..	2 096 897	963 710	974 231
Nouveaux investissements (nets)								
- 1997	127 657	30 721	78 659	55 141	..	136 719	38 272	37 076
- 1999	86 558	22 624	77 095	65 410	..	129 842	34 952	32 380
- 2001	131 836	28 634	125 389	5 745	..	112 175	33 840	35 209

Points d'importance

- L'avoir moyen net des exploitations de l'Alberta a connu une hausse de 16 p. 100 entre 1999 et 2001.
- Les exploitations laitières ont la valeur de l'avoir net la plus élevée, suivies des exploitations porcines.
- Les exploitations laitières ont reçu plus de nouveaux investissements nets que les autres types d'exploitations.

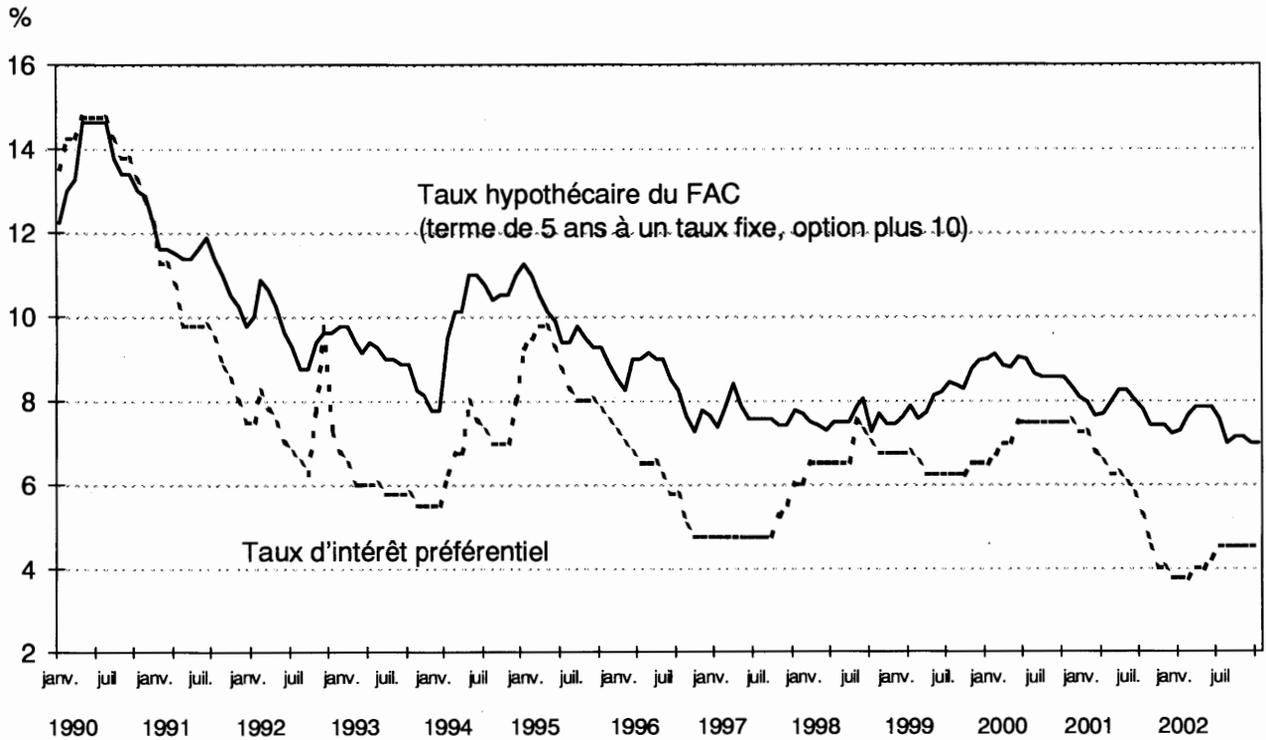
	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Actif agricole								
- 1997	2 250 119	842 449	958 822	1 712 549	925 693	1 491 359	931 911	1 101 487
- 1999	2 886 200	914 464	1 559 530	1 911 558	834 765	2 328 623	1 023 898	1 139 351
- 2001	3 462 048	1 008 746	1 433 501	2 449 193	923 890	1 934 574	1 054 486	1 320 323
Passif agricole								
- 1997	492 504	76 037	236 484	407 152	145 534	165 792	138 850	199 738
- 1999	727 867	90 989	541 085	427 426	155 445	302 882	188 212	222 204
- 2001	742 143	112 934	485 695	530 056	192 768	220 423	181 916	249 279
Avoir net								
- 1997	1 757 616	766 411	722 339	1 305 398	780 160	1 325 567	793 061	901 749
- 1999	2 158 332	823 475	1 018 444	1 484 132	679 320	2 025 742	835 686	917 147
- 2001	2 719 906	895 812	947 806	1 919 137	731 121	1 714 151	872 570	1 071 043
Nouveaux investissements (nets)								
- 1997	80 568	17 961	52 174	57 877	33 400	88 545	16 774	41 750
- 1999	113 877	25 837	64 171	87 698	28 888	89 327	29 983	39 145
- 2001	95 018	24 273	52 611	65 015	10 326	73 371	18 037	32 241

Points d'importance

- En 2001, l'avoir moyen net des exploitations de la Colombie-Britannique demeure le plus important au Canada.
- Entre 1999 et 2001, les niveaux d'investissement nets de tous les types d'exploitations en Colombie-Britannique ont reculé.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1990-2002



Sources : Financement agricole Canada (FAC) et Revue de la Banque du Canada.

Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2002

	Manitoba		Minnesota/Dakota du Nord	
	mai 2002	oct. 2002	mai 2002	oct. 2002
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	443,77	415,63	388,23	395,13
Urée (46-0-0)	309,00	327,92	278,71	288,70
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	384,81	390,51	371,70	377,22
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	185,12	182,61	239,94	240,44
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	44,36	51,81	40,68	41,32
Essence (ordinaire sans plomb)	52,46	57,89	45,97	n.d.

Source : La Corporation Thomsen.

Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2002

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	21 juin 2002	10 oct. 2002	21 juin 2002	10 oct. 2002
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	459,54	472,90	445,67	466,60
Urée (46-0-0)	320,28	322,21	318,00	335,22
Solution d'azote 28	220,25	219,81	233,50	232,79
Nitrate d'ammonium	319,17	321,03	377,20	391,60
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	406,16	413,91	410,89	425,23
Phosphate dibasique d'ammonium (18-46-0)	392,65	402,24	395,44	408,32
Superphosphate triple (0-46-0)	379,89	392,03	357,93	375,58
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	263,65	263,26	264,57	264,20
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	47	54	43	52
Essence (ordinaire sans plomb)	64	69	59	64

Source : Collège Ridgeway, Université de Guelph.

Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 1997-2001

	1997	1998	1999	2000	2001
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	3 218 381	3 128 602	3 221 023	3 569 527	3 633 902
Aliments achetés	3 858 005	3 718 895	3 525 469	3 664 187	4 168 413
Salaires	2 924 611	3 013 382	3 172 657	3 356 976	3 507 793
Engrais et chaux	1 975 710	1 972 778	1 881 913	1 998 870	2 267 032
Intérêts	1 731 246	1 937 098	2 111 863	2 473 484	2 378 736
Loyer	1 096 192	1 130 727	1 166 224	1 187 371	1 203 828
Pesticides	1 305 144	1 337 932	1 366 976	1 438 319	1 464 842
Achats de bétail	837 888	1 068 400	1 440 054	1 646 420	1 731 978
Semences	793 817	833 109	872 458	919 462	969 434
Réparations des bâtiments et clôtures	630 211	635 557	642 205	677 640	700 809
Électricité	606 788	594 458	601 920	620 205	652 692
Impôts fonciers	520 633	518 189	512 882	517 601	502 833
Assurance-récolte et grêle	407 712	385 438	332 859	299 441	337 113
Assurance commerciale	485 611	494 825	508 154	524 718	543 292
Insémination et vétérinaire	470 302	479 257	520 401	557 243	592 200
Autres*	2 286 886	2 345 426	2 506 413	2 744 510	2 941 691
Amortissement	3 669 341	3 880 283	3 981 850	4 042 036	4 128 567
Dépenses totales	26 818 478	27 474 356	28 365 321	30 238 010	31 725 155

Source : Statistique Canada, Division de l'agriculture.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, chaux et irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Tableau B.9 : Valeur des acquisitions d'équipement neuf et usagé, moyenne pour toutes les fermes, selon la catégorie de revenu, 2001

	Revenu agricole						Toutes les fermes
	10 000 \$ à 24 999 \$	25 000 \$ à 49 999 \$	50 000 \$ à 99 999 \$	100 000 \$ à 249 999 \$	250 000 \$ à 499 999 \$	500 000 \$ et plus	
OUEST DU CANADA							
Nombre de fermes	12 270	14 910	22 380	25 940	11 580	6 295	93 375
Tracteurs neufs	619	236	898	2 532	5 665	10 720	2 464
Tracteurs usagés	1 171	1 859	2 124	4 579	5 527	9 536	3 561
Matériel neuf pour le semis direct	0	.	.	868	1 824	3 549	736
Matériel usagé pour le semis direct	.	.	6	584	1 000	1 117	483
Autre matériel neuf d'ensemencement	0	.	29	.	477	923	195
Autre matériel usagé d'ensemencement	.	122	108	215	212	458	163
Matériel neuf de préparation du sol	4	.	18	143	404	2 049	233
Matériel usagé de préparation du sol	128	215	215	382	393	806	312
Faucheuses à foin neuves	.	146	314	318	738	1 114	359
Faucheuses à foin usagées	86	187	210	278	200	138	203
Équipement de récolte neuf	.	371	45	1 405	6 902	14 495	2 295
Équipement de récolte usagé	52	332	1 242	3 880	8 089	9 405	3 073
Presses neuves	.	219	539	672	1 984	1 544	704
Presses usagées	173	547	467	311	333	318	371
Épandeur neuf pour le fumier	.	.	.	.	68	363	39
Épandeur usagé pour le fumier	.	18	9	25	20	134	24
Autre machinerie neuve	393	182	1 061	1 336	5 887	23 182	3 000
Autre machinerie usagée	153	600	709	1 995	2 932	6 942	1 672
Total de la machinerie neuve	1 016	1 154	2 904	7 274	23 949	57 939	10 025
Total de la machinerie usagée	1 763	3 880	5 090	12 249	18 706	28 854	9 862
EST DU CANADA							
Nombre de fermes	9 870	10 730	9 205	15 505	10 935	7 030	63 270
Tracteurs neufs	569	1 545	1 589	5 133	7 553	15 802	4 901
Tracteurs usagés	247	1 569	1 588	1 874	3 481	5 251	2 180
Matériel neuf pour le semis direct	.	.	.	96	293	1 415	232
Matériel usagé pour le semis direct	0	154	4	94	291	346	139
Autre matériel neuf d'ensemencement	.	118	.	125	613	530	217
Autre matériel usagé d'ensemencement	.	43	92	108	413	464	170
Matériel neuf de préparation du sol	10	39	76	366	1 618	1 746	582
Matériel usagé de préparation du sol	42	177	149	190	413	698	254
Faucheuses à foin neuves	9	86	167	340	550	625	288
Faucheuses à foin usagées	43	98	122	120	154	236	123
Équipement de récolte neuf	344	47	107	383	2 170	3 650	952
Équipement de récolte usagé	128	508	379	862	1 352	3 042	944
Presses neuves	.	137	173	429	490	468	292
Presses usagées	55	85	160	307	224	101	171
Épandeur neuf pour le fumier	.	56	143	224	523	719	260
Épandeur usagé pour le fumier	5	73	46	101	168	192	95
Autre machinerie neuve	475	519	569	1 421	4 091	11 924	2 625
Autre machinerie usagée	137	315	377	785	1 294	2 328	804
Total de la machinerie neuve	1 407	2 547	2 824	8 517	17 901	36 879	10 349
Total de la machinerie usagée	657	3 022	2 917	4 441	7 790	12 658	4 880

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes, 2002.

Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.3 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de FAC

L'information de FAC sur les prêts en cours et sur les prêts approuvés est tirée de ses rapports annuels de 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001. Les données sur la distribution du portefeuille de prêts en cours de FAC par province, sur le nombre de prêts approuvés et sur les prêts moyens approuvés ont été fournis de FAC.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC et Graphique B.4 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés aux termes de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative

(LPAACFC), des rapports sur le rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada couvrant 1995-1996 à 2001-2002; et de l'administration de la LPAACFC pour 2002-2003. Les données sur la distribution des nouveaux prêts enregistrés par province ont été fournies par l'administration de la LPAACFC.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes de 1998, 2000 et 2002. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée environ tous les deux ans par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est www.bank-banque-canada.ca). Le taux hypothécaire de Financement agricole Canada (FAC) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

Tableaux B.6 et B.7 : Prix moyens des engrais et des carburants sélectionnés

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos du Manitoba et de l'Ontario avec des comparaisons avec les États américains

attendants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.8 : Intrants agricoles

Les dépenses au titre des intrants agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.9 : Valeur des achats d'équipement neuf et usagé, moyenne pour toutes les fermes, par catégorie de revenu

L'information est fondée sur l'Enquête financière sur les fermes de 2002 menée par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. L'enquête porte sur les données de l'année civile 2001. La valeur des achats de machinerie neuve et usagée exclut la valeur de l'équipement offert en échange. La valeur des achats tient compte de toutes les fermes, y compris celles qui n'ont pas acheté d'équipement. On peut obtenir d'autres renseignements dans cette enquête, comme les achats par type de ferme ou par province.

SECTION C

Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

SOMMAIRE

- Les dépenses publiques englobent tous les frais liés au secteur agroalimentaire qui entrent dans le calcul du déficit ou du surplus annuel des gouvernements fédéral et provinciaux. Ces dépenses comprennent les frais d'exploitation et les coûts des immobilisations de même que les paiements ou les contributions provenant des programmes gouvernementaux.

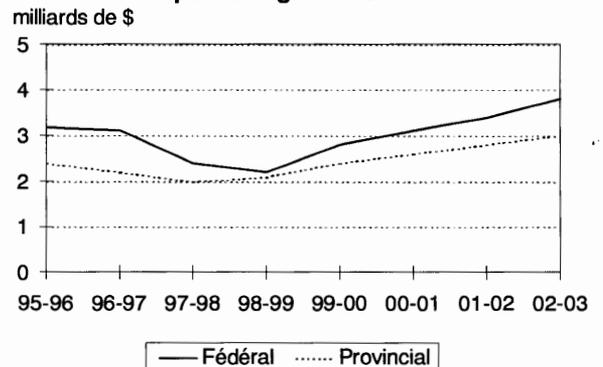
- Les dépenses fédérales et provinciales pour 2001-2002 sont les données réelles provenant principalement des comptes publics. Pour 2002-2003, les dépenses publiques sont les estimations tirées des documents budgétaires provinciaux et fédéraux de 2002. Elles comprennent les budgets supplémentaires des dépenses A et B, soit 600 millions de dollars afin d'aider les agriculteurs à faire la transition vers une nouvelle génération de programmes plus efficaces de gestion des risques en vertu du nouveau Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA).

- Les dépenses fédérales ont augmenté de 7,1 p. 100 (soit 222 millions de dollars) par rapport à l'année précédente pour atteindre 3,37 milliards de en 2001-2002. Cette augmentation a fait passer l'aide fédérale au secteur agroalimentaire au-delà de la moyenne des cinq dernières années (1996-1997 à 2000-2001), laquelle se chiffrait à 2,74 milliards de dollars. La hausse des paiements de programme est principalement responsable de l'augmentation globale des dépenses fédérales nettes.

- L'aide fédérale devrait croître de 13 p. 100 en 2002-2003 pour atteindre 3,81 milliards de dollars. L'augmentation prévue des dépenses fédérales dans le secteur agroalimentaire devrait avoir une incidence favorable sur toutes les provinces canadiennes en 2002-2003. Les dépenses de programme devraient augmenter dans toutes les provinces, sauf en Nouvelle-Écosse. Cette augmentation combinée à la réduction prévue des recouvrements devrait contribuer à une très grande part de l'augmentation des dépenses fédérales nettes globales. La baisse des recouvrements en Nouvelle-Écosse devrait représenter la principale cause d'augmentation des dépenses fédérales totales dans cette province. L'aide directe accordée par le nouveau CSA et l'augmentation des paiements du Programme canadien du revenu agricole (PCRA) devrait représenter la plus large part de l'augmentation globale des dépenses de programme fédérales. Les subventions visant à appuyer l'infrastructure

des facultés de médecine vétérinaire du Canada devraient représenter une large part de l'augmentation des dépenses fédérales dans la catégorie "enseignement" et dans le secteur agroalimentaire.

Dépenses agroalimentaires



- Les paiements de programme qui comprennent, principalement, les paiements versés directement aux producteurs, représentent 51 p. 100 et 49 p. 100 de l'aide fédérale au secteur agroalimentaire en 2001-2002 et 2002-2003 respectivement. La recherche et l'inspection viennent au deuxième rang avec 22 p. 100 et 21 p. 100 des dépenses respectivement. Les catégories liées à l'aide alimentaire, à l'aide internationale, au développement régional et au commerce représentent ensemble 21 p. 100 et 24 p. 100 de l'aide fédérale totale pour chacune de ces années.

- Les dépenses provinciales ont augmenté de 10,5 p. 100 (soit 269 millions de dollars) en 2001-2002 pour atteindre 2,84 milliards de dollars. Une augmentation des dépenses est observée en Nouvelle-Écosse, en Saskatchewan et en Alberta. Les paiements de programme versés en 2001-2002 représentaient la principale catégorie d'aide, avec 48 p. 100 des dépenses. L'augmentation dans la catégorie soutien et stabilisation du revenu explique en majeure partie l'augmentation globale des dépenses provinciales en Saskatchewan et en Alberta. L'accroissement des dépenses provinciales totales d'aide au secteur agroalimentaire en Nouvelle-Écosse résulte de l'augmentation des dépenses dans les catégories commercialisation et commerce et inspection des aliments. La diminution des dépenses de fonctionnement est à l'origine de la plus grande part de la réduction totale des dépenses provinciales au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique. La réduction des subventions et contributions incluses dans divers

programmes spéciaux et différents programmes de réduction des coûts explique grandement la réduction totale des dépenses provinciales à l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario. Le recul des dépenses provinciales pour l'aide à l'agriculture au Québec est principalement attribuable aux réductions dans les catégories aide au financement et environnement. La diminution des paiements dans la catégorie aide au financement est le principal motif qui explique la diminution des dépenses provinciales pendant cette période à Terre-Neuve. Le recul des paiements dans la catégorie soutien et stabilisation du revenu est celle qui a contribué le plus à la diminution globale des dépenses provinciales au Manitoba

- On estime que les dépenses provinciales augmenteront de 6,7 p. 100 en 2002-2003 pour atteindre 3,03 milliards de dollars. Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick, le Québec et l'Ontario prévoient une augmentation de leurs dépenses. Les paiements de programme devraient représenter 45 p. 100 du soutien provincial dans le secteur agroalimentaire en 2002-2003.

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1995-1996 à 2002-2003

Réparties		1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations
		(000 \$)							
T.-N.	Fédéral	9 776	8 292	11 794	6 573	8 424	6 732	5 389	6 939
	Provincial	14 274	12 605	21 503	10 425	9 626	10 247	9 351	10 942
	% Féd.	40,65	39,68	35,42	38,67	46,67	39,65	36,56	38,81
Î.-P.-É.	Fédéral	38 435	33 262	35 162	26 534	26 941	34 427	39 060	46 406
	Provincial	21 427	20 677	18 329	20 816	26 169	38 949	31 675	30 863
	% Féd.	64,21	61,67	65,73	56,04	50,73	46,92	55,22	60,06
N.-É.	Fédéral	31 940	27 210	27 175	23 908	24 905	20 896	31 827	31 965
	Provincial	41 739	40 105	29 896	38 922	35 439	39 774	46 164	39 153
	% Féd.	43,35	40,42	47,62	38,05	41,27	34,44	40,81	44,95
N.-B.	Fédéral	36 882	30 757	35 161	27 537	24 655	24 245	26 362	34 130
	Provincial	24 638	21 807	22 429	21 597	32 316	23 185	20 102	23 370
	% Féd.	59,95	58,51	61,05	56,05	43,28	51,12	56,74	59,36
Qc	Fédéral	313 492	253 399	342 078	265 036	392 172	452 284	350 069	387 781
	Provincial	639 201	578 433	521 360	524 490	527 436	739 315	721 104	838 263
	% Féd.	32,91	30,46	39,62	33,57	42,65	37,96	32,68	31,63
Ont.	Fédéral	348 140	355 724	362 347	355 969	421 156	460 777	578 813	643 687
	Provincial	476 249	484 897	469 912	324 654	363 029	451 528	372 421	580 249
	% Féd.	42,23	42,32	43,54	52,30	53,71	50,51	60,85	52,59
Man.	Fédéral	424 390	343 737	217 740	232 345	351 272	436 336	320 770	450 896
	Provincial	131 911	131 922	137 029	141 458	222 186	204 801	165 555	162 990
	% Féd.	76,29	72,27	61,38	62,16	61,26	68,06	65,96	73,45
Sask.	Fédéral	958 387	1 060 767	655 277	453 814	860 051	949 144	873 482	948 194
	Provincial	385 082	343 546	305 569	463 101	450 605	334 387	501 300	412 202
	% Féd.	71,34	75,54	68,20	49,49	65,62	73,95	63,54	69,70
Alb.	Fédéral	624 922	597 733	424 298	395 292	479 936	492 640	648 064	707 409
	Provincial	581 854	479 271	430 721	440 445	702 307	646 228	895 355	856 940
	% Féd.	51,78	55,50	49,62	47,30	40,60	43,26	41,99	45,22
C.-B.	Fédéral	83 187	82 897	81 773	87 053	91 485	92 037	126 640	133 430
	Provincial	59 898	65 384	60 249	69 219	63 694	78 703	73 007	70 899
	% Féd.	58,14	55,91	57,58	55,71	58,95	53,90	63,43	65,30
Autres	Fédéral	287 712	307 033	255 607	288 243	142 319	178 276	369 390	417 618
	Provincial	386	300	-	-	-	-	-	-
	% Féd.	99,87	99,90	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	3 157 263	3 100 811	2 448 411	2 162 305	2 823 315	3 147 795	3 369 865	3 808 455
	Provincial	2 376 272	2 178 646	2 016 998	2 055 127	2 432 807	2 567 117	2 836 034	3 025 870
	% Féd.	57,06	58,73	54,83	51,27	53,71	55,08	54,30	55,73

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

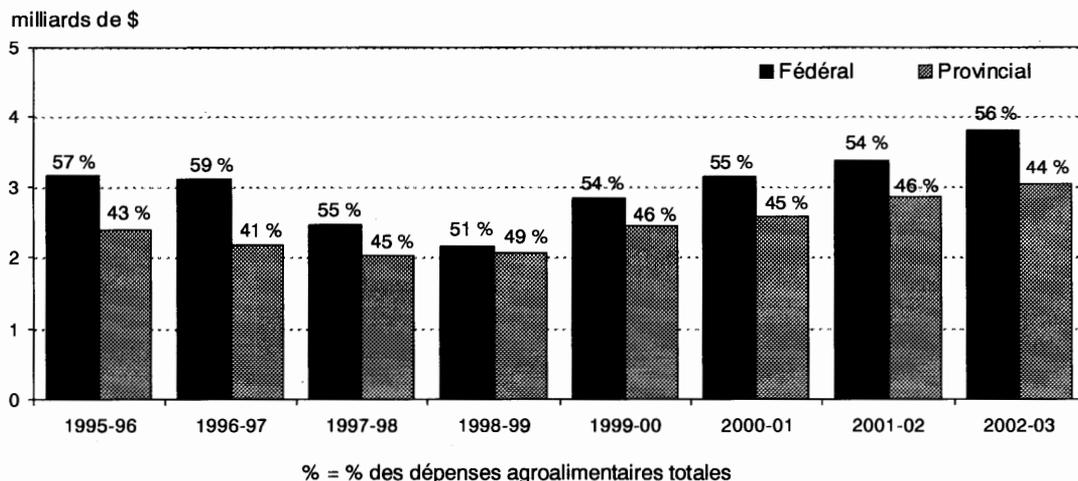
Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada, 1995-1996 à 2002-2003

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1999-2000 à 2002-2003 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations
	(000 \$)							
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	9 243	10 995	10 461	10 817	10 865	9 154	9 081	9 250
B. Dépenses de capital	..	..	..	..	1 123	604	554	552
C. Dépenses de programmes	16 119	29 061	22 488	19 681	15 577	25 169	30 777	36 825
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	6 156	8 296	10 943	9 915	12 259	5 983	27 694	14 050
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	87	10 060	60	..	..	14 600	..	2
c.3 Assurance-récolte	784	932	1 001	1 243	758	1 665	995	832
c.4 Aide au financement	41	26	22	..	259	411	514	771
c.5 Entreposage et transport	15	13	13	..	752	27	..	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	287	226	236	241	190	0	..	24
c.7 Recherche	701	2 353	2 249	1 842	13	243	16	19
c.8 Inspection des aliments	89	303	586	631	10	..	103	76
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	1	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	1 154	591	982	2 025	38	84	141	137
c.11 Développement rural et régional	1 006	155	154	85	1 289	2 054	1 037	2 768
c.12 Environnement	530	459	181	..	..	47	174	78
c.13 Enseignement	5 270	5 391	5 835	3 526	2	..	..	18 030
c.14 Vulgarisation	..	256	226	174	5	55	103	38
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 312	1 312	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	27 331	42 024	34 261	31 811	27 565	34 927	40 412	46 627
Recouvrements	(1 162)	(3 075)	(2 586)	(948)	(625)	(499)	(1 352)	(221)
Total, dépenses nettes	26 169	38 949	31 675	30 863	26 941	34 427	39 060	46 406
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	14 734	9 064	11 467	10 292	10 994	10 463	11 116	11 583
B. Dépenses de capital	610	..	..	409	2 038	671	677	694
C. Dépenses de programmes	21 483	28 810	33 241	26 996	12 525	10 329	21 686	19 966
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	2 340	9 711	8 037	5 884	7 507	5 429	14 693	14 862
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	362	200	..	..	..	..	..	3
c.3 Assurance-récolte	448	490	475	530	405	459	486	433
c.4 Aide au financement	5 577	6 496	8 084	5 141	488	165	238	122
c.5 Entreposage et transport	70	70	348	101	1 271	631	165	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1 327	184	683	668	0	175	1 315	31
c.7 Recherche	157	130	236	122	14	16	1 601	24
c.8 Inspection des aliments	1 082	1 203	2 260	2 831	11	..	55	89
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	1	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	465	1 407	3 125	1 527	193	1 490	321	339
c.11 Développement rural et régional	96	..	..	..	2 628	1 772	2 420	3 932
c.12 Environnement	..	..	..	..	..	132	298	84
c.13 Enseignement	5 216	8 816	9 739	10 193	2	..	..	..
c.14 Vulgarisation	4 344	104	253	..	5	61	94	48
D. Dépenses fiscales	1 234	1 900	1 456	1 456	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	38 061	39 774	46 164	39 153	25 557	21 464	33 479	32 243
Recouvrements	(2 622)	..	..	..	(652)	(567)	(1 652)	(278)
Total, dépenses nettes	35 439	39 774	46 164	39 153	24 905	20 896	31 827	31 965

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1999-2000 à 2002-2003 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations
	(000 \$)							
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	23 208	15 927	10 693	10 625	9 966	9 781	10 735	11 042
B. Dépenses de capital	882	1 143	1 101	516	1 099	666	635	662
C. Dépenses de programmes	8 848	6 219	8 999	13 198	14 183	14 319	16 541	22 691
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	1 692	1 570	2 559	5 950	3 679	4 516	7 611	12 138
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	..	..	..	..	..	..	..	3
c.3 Assurance-récolte	1 330	1 763	1 657	2 035	1 939	1 786	1 695	1 540
c.4 Aide au financement	..	4	..	..	329	737	622	959
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	137	..	..	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	..	639	230	..	100	175	237	29
c.7 Recherche	..	..	..	..	13	15	19	23
c.8 Inspection des aliments	37	73	3 332	3 191	132	3 750	16	482
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	1	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	4 430	183	84	227	17	48	261	159
c.11 Développement rural et régional	180	1 771	363	603	7 829	3 236	5 768	7 204
c.12 Environnement	..	35	106	200	..	..	249	109
c.13 Enseignement	88	..	352	122	2	..	..	..
c.14 Vulgarisation	1 092	181	317	871	5	57	64	46
D. Dépenses fiscales	1 464	2 019	1 714	1 705	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	34 402	25 307	22 507	26 044	25 247	24 766	27 911	34 395
Recouvrements	(2 086)	(2 122)	(2 404)	(2 674)	(592)	(521)	(1 549)	(265)
Total, dépenses nettes	32 316	23 185	20 102	23 370	24 655	24 245	26 362	34 130
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	158 713	165 916	177 593	191 647	138 064	138 995	152 553	156 708
B. Dépenses de capital	2 394	3 463	7 996	20 377	13 273	7 104	8 992	9 286
C. Dépenses de programmes	281 459	480 301	447 088	524 313	249 292	313 602	210 465	225 506
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	131 659	279 597	285 111	298 457	193 924	275 681	169 706	150 956
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	21 552	15 933	16 738	16 600	..	137	..	36
c.3 Assurance-récolte	17 207	16 839	19 041	20 554	17 396	17 332	19 590	18 193
c.4 Aide au financement	33 664	42 492	17 488	29 700	2 764	5 675	5 251	6 864
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	4 406	5	22	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1 509	2 558	1 025	951	1 449	636	546	408
c.7 Recherche	9 817	11 329	30 223	30 300	325	214	390	323
c.8 Inspection des aliments	4 454	4 454	4 454	3 678	1 690	2 777	2 742	1 959
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	2 560	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	7 001	5 226	5 681	13 404	13 467	2 502	3 726	2 308
c.11 Développement rural et régional	3 981	2 909	7 623	12 539	11 216	7 661	6 439	7 605
c.12 Environnement	25 685	71 032	30 493	67 359	..	371	1 064	755
c.13 Enseignement	18 445	20 781	21 059	22 781	28	..	..	35 460
c.14 Vulgarisation	6 485	7 150	8 154	7 991	68	610	988	642
D. Dépenses fiscales	84 871	89 634	88 426	101 926	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	527 436	739 315	721 104	838 263	400 628	459 701	372 010	391 499
Recouvrements	..	..	..	..	(8 457)	(7 417)	(21 941)	(3 718)
Total, dépenses nettes	527 436	739 315	721 104	838 263	392 172	452 284	350 069	387 781

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1999-2000 à 2002-2003 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	100 568	101 068	103 622	99 596	196 560	200 520	217 577	234 991
B. Dépenses de capital	..	..	44 600	196 711	16 844	13 831	13 048	14 803
C. Dépenses de programmes	242 012	333 226	204 387	263 988	219 844	257 082	380 025	399 420
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	88 687	105 589	79 343	101 664	155 584	205 238	322 813	301 290
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	..	91 000	..	..	7 883	..	4 757	4 350
c.3 Assurance-récolte	26 032	22 451	23 095	27 482	26 032	19 841	24 136	26 737
c.4 Aide au financement	9 163	6 882	4 950	13 556	3 134	6 774	6 019	6 661
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	..	..	..	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	11 459	18 421	25 723	4 383	1	860	144	606
c.7 Recherche	8 751	43 387	36 220	36 368	360	307	2 389	480
c.8 Inspection des aliments	11 843	9 386	10 374	13 045	1 364	723	2 457	3 508
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	1 946	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	13 448	1 869	1 909	9 149	13 036	8 092	3 768	4 055
c.11 Développement rural et régional	6 291	25 921	11 134	41 357	8 953	13 129	8 038	10 904
c.12 Environnement	11 833	5	125	5 469	965	103	3 872	2 605
c.13 Enseignement	54 504	8 200	11 400	11 400	489	510	224	37 270
c.14 Vulgarisation	..	115	115	115	97	1 505	1 408	954
D. Dépenses fiscales	24 068	22 553	23 578	23 585	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	366 647	456 848	376 187	583 879	433 248	471 434	610 650	649 214
Recouvrements	(3 618)	(5 319)	(3 766)	(3 630)	(12 092)	(10 656)	(31 837)	(5 527)
Total, dépenses nettes	363 029	451 528	372 421	580 249	421 156	460 777	578 813	643 687
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	34 012	36 248	36 391	37 601	88 166	119 060	104 272	106 503
B. Dépenses de capital	1 442	1 245	1 165	1 233	6 461	4 472	6 345	9 063
C. Dépenses de programmes	180 611	135 425	90 358	91 769	261 782	317 170	223 311	337 654
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	86 884	87 284	44 912	43 110	92 806	206 545	142 516	207 430
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	988	1 649	929	1 323	..	..	..	22
c.3 Assurance-récolte	30 527	29 118	26 876	29 095	38 702	37 688	33 005	48 129
c.4 Aide au financement	4 719	480	1 098	2 002	22 248	27 822	10 340	40 671
c.5 Entreposage et transport	40 000	..	60	..	63 859	3 148	2 838	3 475
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	400	406	393	408	0	14	28	278
c.7 Recherche	1 101	1 326	1 101	1 101	1 197	126	198	202
c.8 Inspection des aliments	1 745	1 507	1 819	2 235	91	262	477	774
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	469	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	1 744	1 113	535	1 000	35 042	34 381	26 659	23 190
c.11 Développement rural et régional	3 481	1 755	1 719	1 312	5 453	5 080	4 936	9 863
c.12 Environnement	1 082	1 463	1 213	1 718	1 817	1 287	1 727	3 200
c.13 Enseignement	7 862	9 284	9 650	8 423	57	..	..	..
c.14 Vulgarisation	79	43	53	43	41	818	588	419
D. Dépenses fiscales	35 081	34 515	40 439	34 720	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	251 146	207 432	168 353	165 323	356 409	440 702	333 928	453 220
Recouvrements	(28 960)	(2 632)	(2 798)	(2 333)	(5 137)	(4 367)	(13 159)	(2 324)
Total, dépenses nettes	222 186	204 801	165 555	162 990	351 272	436 336	320 770	450 896

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1999-2000 à 2002-2003 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations
	(000 \$)							
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	29 782	29 654	34 063	31 631	190 938	174 225	196 325	226 443
B. Dépenses de capital	1 025	1 506	1 049	806	11 397	9 666	14 413	21 469
C. Dépenses de programmes	335 089	193 477	366 803	296 471	667 480	773 330	686 680	704 427
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	111 088	46 658	197 476	117 700	257 373	530 540	424 990	473 387
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	3 050	3 200	..	..	..	150	125	40
c.3 Assurance-récolte	65 383	78 799	91 878	96 575	68 026	92 169	92 108	69 670
c.4 Aide au financement	19 946	17 056	11 741	6 410	461	1 037	18 534	7 749
c.5 Entreposage et transport	85 390	93	7 597	15 321	193 177	10 748	9 690	12 464
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	73	180	71	4 435	216	1 051	968	1 550
c.7 Recherche	17 861	16 900	20 483	19 506	5 144	2 570	1 289	912
c.8 Inspection des aliments	3 675	4 326	4 503	3 814	1 248	7 640	17 447	3 990
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	1 014	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	1 813	1 734	1 493	985	108 245	108 251	90 813	78 701
c.11 Développement rural et régional	22 933	20 405	20 722	24 465	27 916	14 518	24 887	24 736
c.12 Environnement	2 750	3 478	9 933	6 361	2 724	2 555	4 807	8 257
c.13 Enseignement	772	370	15	513	882	542	60	22 240
c.14 Vulgarisation	354	277	893	385	1 055	1 559	961	730
D. Dépenses fiscales	125 500	150 600	145 433	124 433	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	491 396	375 237	547 349	453 341	869 815	957 221	897 419	952 339
Recouvrements	(40 791)	(40 850)	(46 049)	(41 139)	(9 764)	(8 076)	(23 936)	(4 145)
Total, dépenses nettes	450 605	334 387	501 300	412 202	860 051	949 144	873 482	948 194
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	109 425	133 329	136 157	108 986	184 710	185 359	209 349	232 755
B. Dépenses de capital	18 311	9 317	29 885	31 136	10 866	9 628	12 973	13 768
C. Dépenses de programmes	474 976	437 868	679 815	627 884	295 402	307 446	455 763	466 215
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	264 258	245 945	464 647	424 891	159 906	193 554	330 166	342 735
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 396	3 537	5 469	1 985	..	5	..	51
c.3 Assurance-récolte	55 275	52 043	75 255	92 639	56 933	46 333	53 224	56 962
c.4 Aide au financement	27 983	26 793	13 636	10 334	430	3 027	9 654	4 895
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	5 187	4 340	3 814	5 270
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	14 109	7 100	12 129	12 100	27	199	320	606
c.7 Recherche	29 268	14 892	9 088	1 715	1 157	432	678	462
c.8 Inspection des aliments	..	..	..	..	1 081	1 530	6 798	2 870
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	772	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	518	667	677	3 862	56 972	48 870	40 675	32 745
c.11 Développement rural et régional	22 572	38 801	47 911	33 234	9 558	6 211	6 560	14 900
c.12 Environnement	17 200	..	..	..	2 687	1 540	1 981	3 799
c.13 Enseignement	38 541	44 521	47 286	43 449	52	..	..	..
c.14 Vulgarisation	3 856	3 569	3 717	3 675	641	1 404	1 892	919
D. Dépenses fiscales	116 611	116 080	104 012	116 986	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	719 323	696 594	949 869	884 992	490 978	502 433	678 085	712 737
Recouvrements	(17 016)	(50 366)	(54 514)	(28 052)	(11 042)	(9 793)	(30 021)	(5 328)
Total, dépenses nettes	702 307	646 228	895 355	856 940	479 936	492 640	648 064	707 409

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1999-2000 à 2002-2003 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations
(000 \$)								
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	29 420	46 880	27 544	31 785	50 390	52 625	63 573	60 499
B. Dépenses de capital	3 683	3 415	3 008	1 649	4 144	2 817	3 773	3 593
C. Dépenses de programmes	23 427	21 374	35 672	30 681	40 105	39 398	67 697	70 779
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	9 800	8 828	6 800	12 377	26 969	27 690	47 490	58 135
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 024	6 514	5 838	8 670	..	..	..	14
c.3 Assurance-récolte	6 542	..	630	7 980	7 556	7 015	12 179	4 703
c.4 Aide au financement	..	..	..	..	341	404	428	808
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	101	82	74	91
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	551	303	1 051	765	1 424	295	194	158
c.7 Recherche	..	..	791	..	74	95	255	235
c.8 Inspection des aliments	..	..	..	..	52	..	289	458
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	467	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	1 847	3 030	11 231	889	1 056	1 180	1 538	1 482
c.11 Développement rural et régional	2 663	2 700	6 624	..	1 727	2 100	3 873	3 695
c.12 Environnement	..	..	..	..	304	287	1 017	751
c.13 Enseignement	..	..	2 466	..	11	..	..	..
c.14 Vulgarisation	..	..	240	..	25	250	360	249
D. Dépenses fiscales	7 164	7 033	6 784	6 784	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	63 694	78 703	73 007	70 899	94 640	94 840	135 043	134 871
Recouvrements	..	..	..	..	(3 155)	(2 803)	(8 403)	(1 441)
Total, dépenses nettes	63 694	78 703	73 007	70 899	91 485	92 037	126 640	133 430

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1999-2000 à 2002-2003

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 estimations
	(000 \$)							
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	35 172	35 844	48 477	42 960	239 604	259 215	266 398	249 731
- capital	206	3 113	1 638	987	57 553	34 444	39 632	32 371
- programme	67 656	90 317	100 391	90 954	8 687	4 394	6 898	2 684
Total, Recherche	103 034	129 274	150 505	134 901	305 844	298 053	312 929	284 786
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	49 251	52 961	56 550	56 627	369 617	396 949	422 582	480 535
- capital	1 257	2 573	2 885	2 388	6 526	9 617	8 278	28 649
- programme	22 925	21 253	27 327	29 424	5 680	16 782	30 386	14 222
Total, Inspection	73 432	76 787	86 762	88 439	381 823	423 348	461 246	523 406
TERRE-NEUVE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	..	..	..	..	611	626	618	567
- capital	..	..	..	..	393	82	92	71
- programme	..	..	..	..	3	3	4	5
Total, Recherche	..	..	..	..	1 007	711	713	642
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 162	1 204	1 282	1 237	950	915	931	1 020
- capital	1	..	84	70	5	84	19	61
- programme	..	..	..	..	2	..	3	16
Total, Inspection	1 163	1 204	1 367	1 307	958	999	953	1 097
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	..	429	479	426	2 898	2 890	2 684	2 369
- capital	..	..	..	..	973	380	399	298
- programme	701	2 353	2 249	1 842	13	243	16	19
Total, Recherche	701	2 782	2 727	2 268	3 884	3 512	3 099	2 686
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 283	3 857	3 877	3 329	4 410	4 225	4 044	4 311
- capital	..	..	..	..	142	194	83	255
- programme	89	303	586	631	10	..	103	76
Total, Inspection	2 372	4 160	4 463	3 960	4 563	4 419	4 231	4 642

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière tels qu'inscrits aux comptes publics provinciaux et au budget des dépenses. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances.

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque les attributions de ces dépenses fédérales doivent être effectuées par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses les trois dernières années dans chacune des provinces.

- Répartition des dépenses fédérales. Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
 - toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes monétaires agricoles (RMA) totales ou des recettes monétaires agricoles provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RMA sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes monétaires agricoles provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains;
 - à l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province;
 - les transferts au Financement agricole Canada (FAC) sont répartis entre les provinces à l'aide de la valeur des prêts approuvés et du capital non échu.
- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères. Les frais administratifs de certains programmes comme l'assurance-récolte sont comptabilisés dans les dépenses respectives de ces programmes et n'apparaissent donc pas dans la présente catégorie.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que celui des Mesures de soutien et d'ajustement en agriculture, ceux de l'aide aux sinistrés de la tempête de verglas et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des

coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.

- **Le programme d'assurance-récolte** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds et leur participation aux coûts administratifs pour la gestion du programme.
- **L'aide au financement** comprend les prêts non remboursés couverts par les programmes de garantie de prêts établis en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes (LPAAR) et de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies (LPAGP), les programmes de crédit comme la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles; ces trois dernières lois ont été abrogées par la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt, comme le Programme d'avance de crédit printanière (PACP). Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport comme le Programme canadien d'agro-infrastructure (PCAI) et les programmes d'entreposage.
- **Les programmes sociaux et de main-d'oeuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'oeuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection. Les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement (PPFI) sont incluses dans les

coûts d'exploitation de la Direction générale de la recherche et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection
- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet effet et le soutien payé aux organismes agricoles internationaux. Ils comprennent aussi les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées à cet effet et celles liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.

- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau et les projets agricoles réalisés dans le cadre du Plan vert.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.
- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais sur la taxe des carburants et sur la taxe foncière, tels qu'inscrits aux comptes publics et au budget des dépenses. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et

des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB au coût des facteurs de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB agricole comprennent toutes les industries agricoles et de services connexes. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel. Le PIB agroalimentaire est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest.

SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

SOMMAIRE

- Les transferts gouvernementaux, présentés jusqu'à maintenant dans la section D, ont été remplacés par les indicateurs de soutien développés par l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE).

- Selon le document de l'OCDE intitulé "Politiques agricoles des pays de l'OCDE: Suivi et évaluation 2003", globalement, en 2002, les transferts des contribuables et des consommateurs liés aux politiques agricoles, calculés sur la base de l'estimation du soutien total (EST), étaient évalués à 9,37 milliards de dollars, soit 0,8 p. 100 du produit intérieur brut (PIB). Ainsi, le soutien total de l'agriculture au Canada, exprimé en pourcentage du PIB, représentait environ les deux tiers de la moyenne de l'OCDE.

- D'après les estimations de l'OCDE, les transferts aux producteurs canadiens ont augmenté de 1,06 milliard de dollars faisant passer l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), exprimé en pourcentage de la valeur de production, de 17 p. 100 à 20 p. 100. Cette augmentation des transferts s'explique par l'instauration du Fonds de transition du Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) et une hausse du soutien des prix du marché. De plus, en raison de la sécheresse qui a sévi dans les provinces de l'Ouest, une hausse importante des paiements d'assurance-récolte est prévue.

- Pour la première fois depuis 1996, l'ESP en pourcentage du Canada (20 p. 100) en 2002 était supérieure à celui des États-Unis (18 p. 100). Cependant, elle demeurait nettement inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (31 p. 100).

- En 2002, l'augmentation du soutien des prix du marché était reliée principalement à une diminution du prix du marché mondial dans le cas de la volaille et du lait et à une augmentation du prix du marché domestique dans le cas des oeufs.

- Cette augmentation de l'écart entre le prix du marché domestique et le prix du marché mondial a eu pour conséquence d'imposer une taxe implicite supplémentaire aux consommateurs. Les dépenses de ces derniers ont été supérieures de 16 p. 100 (Coefficient nominal du soutien, CNS) en

moyenne à ce qu'elles auraient été en l'absence du soutien des prix du marché accordé aux producteurs.

- L'ESP par produit permet une analyse plus détaillée du soutien accordé au secteur agricole canadien. Dans le cas du blé, malgré une hausse de 14 p. 100 du niveau de soutien en raison principalement d'une augmentation des paiements de l'assurance récolte et de l'instauration du Fonds de transition du CSA, l'ESP en pourcentage n'a augmenté que de 1 point. Cette situation s'explique par une augmentation de la valeur de production ajustée de 10 p. 100 passant de 3,1 à 3,4 milliards de dollars.

- L'ESP en pourcentage du maïs a diminué de 6 points en raison, à la fois, d'une baisse des paiements associés à cette production et une hausse de la valeur de production ajustée.

- L'ESP en pourcentage pour la catégorie "Autres grains" a augmenté de 10 points en raison d'une hausse des paiements au niveau de l'assurance-récolte conjuguée à une diminution de la valeur de production ajustée.

- Au niveau du lait, l'ESP en pourcentage a augmenté de 4 points en raison d'une baisse du prix du marché mondial. Le secteur laitier demeure le secteur agricole bénéficiant du plus haut niveau de soutien au Canada comptant pour plus du tiers du ESP total et plus des deux tiers du soutien des prix du marché.

- L'ESP en pourcentage des oeufs a augmenté de 5 points en raison d'une augmentation du prix du marché domestique.

- En 2002, 46 p. 100 du soutien accordé aux producteurs canadiens provenaient du soutien des prix du marché. Bien qu'étant encore une importante source de transferts pour les producteurs canadiens, l'importance relative du soutien des prix du marché a diminué continuellement au cours des dernières années.

- En 2002, malgré une légère hausse des transferts affectés aux services d'intérêt général à l'agriculture, ils ne représentaient que 23 p. 100 de l'estimation du soutien total comparativement à 25 p. 100 en 2001.

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2000 à 2002

	2000	2001	2002 Préliminaire
	- millions de \$ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	30 199	32 504	31 731
dont part de produits SPM (%)	76	78	75
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	22 056	23 175	24 698
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	6 225	6 157	7 215
Soutien des prix du marché	3 045	2 938	3 311
dont produits SPM	2 312	2 279	2 483
Paiements au titre de la production	480	361	233
Paiements au titre de la superficie cultivée/du nombre d'animaux	467	645	1 185
Paiements au titre des droits antérieurs	811	810	914
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	508	525	484
Paiements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	792	875	1 043
Paiements divers	122	4	44
ESP en pourcentage	19	17	20
Coefficient nominal de soutien (CNS) aux producteurs	1,23	1,21	1,25
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	1 992	2 061	2 157
Recherche et développement	431	413	389
Établissements d'enseignement agricole	233	222	217
Services d'inspection	481	532	542
Infrastructures	404	462	613
Commercialisation et promotion	444	432	396
Stockage public	0	0	0
Divers	0	0	0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-3 137	-3 047	-3 469
Transferts des consommateurs aux producteurs	-3 044	-2 937	-3 311
Autres transferts des consommateurs	-93	-109	-159
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0
ESC en pourcentage	-14	-13	-14
Coefficient nominal de soutien (CNS) aux consommateurs	1,17	1,15	1,16
Estimation du soutien total (EST)	8 218	8 219	9 372
Transferts des consommateurs	3 137	3 047	3 469
Transferts des contribuables	5 174	5 281	6 061
Recettes budgétaires	-93	-109	-159

Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

- De 2001 à 2002, l'estimation du soutien total (EST) a augmenté de 14 p. 100, passant de 8,22 à 9,37 milliards de dollars.
- L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) en pourcentage est passée de 17 à 20 p. 100. Ce changement résulte essentiellement d'une augmentation du niveau de soutien qui est passé de 6,16 à 7,22 milliards de dollars.
- Quant à l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG), elle est passée de 2,06 à 2,16 milliards de dollars. Cette hausse est le résultat d'une augmentation de 33 p. 100 du soutien au niveau des infrastructures et ce malgré une légère baisse du soutien dans la plupart des autres catégories.
- Le coefficient nominal de soutien (CNS) à la consommation de 2002 indique que les consommateurs ont été implicitement taxés et qu'ils ont payés des prix supérieurs de 16 p. 100 en moyenne à ceux qu'ils auraient payés en l'absence de soutien des prix du marché.
- Quant au CNS à la production, il indique que les recettes agricoles brutes (soutien compris) ont dépassé de 25 p. 100 le montant qu'elles auraient atteint en l'absence de soutien.

Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2000 à 2002

	2000	2001	2002 Préliminaire
	(ESP en pourcentage)		
Australie	5	4	5
Canada	19	17	20
Union européenne	34	34	36
Japon	60	59	59
Mexique	24	21	22
Nouvelle-Zélande	1	1	1
États-Unis	22	23	18
OCDE	32	31	31

Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

- De 2001 à 2002, l'ESP du Canada, exprimée en pourcentage de la valeur de production, a augmenté de 3 points pour atteindre 20 p. 100 alors qu'il a diminué de 5 points aux États-Unis pour atteindre 18 p. 100. Bien qu'il s'agisse de résultats préliminaires, c'est la première fois depuis 1996 que l'ESP en pourcentage du Canada est plus élevée que celui des États-Unis.
- Malgré cette hausse, l'ESP en pourcentage au Canada demeure nettement inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (31 p. 100).
- C'est en Nouvelle-Zélande que l'ESP en pourcentage est la moins élevée puisqu'elle n'est que de 1 p. 100.

Tableau D.3 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays, 2000 à 2002

	2000	2001	2002 Préliminaire
	(en pourcentage de l'EST)		
Australie	35	39	46
Canada	24	25	23
Union européenne	8	8	7
Japon	20	20	21
Mexique	7	9	8
Nouvelle-Zélande	57	72	51
États-Unis	24	25	29
OCDE	17	17	17

Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

- Pour la période de 2000 à 2002, la part du soutien accordé aux services généraux est demeurée stable au sein de l'OCDE.
- C'est en Nouvelle-Zélande que la part du soutien accordé aux services généraux était la plus élevée et ce malgré une forte baisse de 21 points entre 2001 et 2002.
- Malgré une légère baisse de la part de soutien du Canada aux services généraux en 2002 par rapport à 2001, cette part est demeurée supérieure à celle observée au niveau de l'OCDE mais inférieure à celle des États-Unis.

Tableau D.4 : Estimation du soutien aux consommateurs par pays, 2000 à 2002

	2000	2001	2002 Préliminaire
	(ESC en pourcentage)		
Australie	-1	-2	-2
Canada	-14	-13	-14
Union européenne	-27	-24	-28
Japon	-51	-51	-51
Mexique	-20	-17	-20
Nouvelle-Zélande	-4	-1	-5
États-Unis	3	0	4
OCDE	-25	-23	-24

Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

- Pour la période de 2000 à 2002, l'estimation du soutien à la consommation (ESC), en pourcentage de la valeur de production, est demeurée relativement stable au Canada et au sein de l'OCDE.
- L'ESC du Canada est toujours inférieure à celle de l'OCDE. Les consommateurs canadiens sont donc moins implicitement taxés que le sont en moyenne les consommateurs des pays de l'OCDE.
- Parmi les pays présentés ci-haut, les japonais demeurent les consommateurs les plus implicitement taxés. Malgré que l'ESC du Japon soit demeurée stable à 51 p. 100, elle correspond quand même au double de celle de l'OCDE.
- Les États-Unis est le seul pays ayant une subvention nette à la consommation.

Tableau D.5 : Estimation du soutien total par pays, 2000 à 2002

	2000	2001	2002 Préliminaire
	(en pourcentage du PIB)		
Australie	0,4	0,3	0,4
Canada	0,8	0,8	0,8
Union européenne	1,3	1,3	1,3
Japon	1,4	1,4	1,4
Mexique	1,5	1,3	1,4
Nouvelle-Zélande	0,3	0,3	0,3
États-Unis	0,9	1	0,9
OCDE	1,3	1,2	1,2

Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

- L'estimation du soutien total (EST) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) est relativement stable pour chacun des pays présentés ci-haut ainsi que pour l'OCDE.
- Le Canada vient au troisième rang parmi les pays ayant la plus faible EST en pourcentage du PIB, après la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

Tableau D.6 : Estimation du soutien aux producteurs par produit et par pays, 2000 à 2002

	Blé			Maïs			Autres céréales			Graines oléagineuses			Lait		
	2000	2001	2002p	2000	2001	2002p	2000	2001	2002p	2000	2001	2002p	2000	2001	2002p
Australie	5	4	6	..	..	..	4	3	5	3	3	5	13	13	15
Canada	14	17	18	25	15	9	12	13	23	15	19	17	55	51	55
Union européenne	46	46	46	41	37	28	50	51	52	39	34	31	42	41	48
Japon	86	86	86	..	..	..	84	81	81	34	42	46	79	76	77
Mexique	31	28	34	42	37	31	37	32	31	38	52	30	41	43	45
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..	1	1	1
États-Unis	48	42	30	34	26	17	45	39	30	28	26	13	44	53	46
OCDE	40	36	36	35	27	20	43	40	42	29	28	18	45	46	48

	Viande bovine			Viande porcine			Volaille			Oeufs			Ensemble des produits		
	2000	2001	2002p	2000	2001	2002p	2000	2001	2002p	2000	2001	2002p	2000	2001	2002p
Australie	4	3	5	4	3	5	4	3	4	4	3	5	5	4	5
Canada	9	8	12	8	5	7	3	2	3	21	23	28	19	17	20
Union européenne	66	73	79	25	20	26	35	37	38	4	2	6	34	34	36
Japon	32	32	32	48	45	54	11	11	11	16	16	16	60	59	59
Mexique	10	4	6	5	8	24	29	18	30	-1	2	2	24	21	22
Nouvelle-Zélande	1	1	1	0	0	0	21	-6	27	33	32	38	1	1	1
États-Unis	4	5	5	4	4	5	4	5	5	4	4	5	22	23	18
OCDE	30	31	37	20	18	24	17	15	18	10	10	10	32	31	31

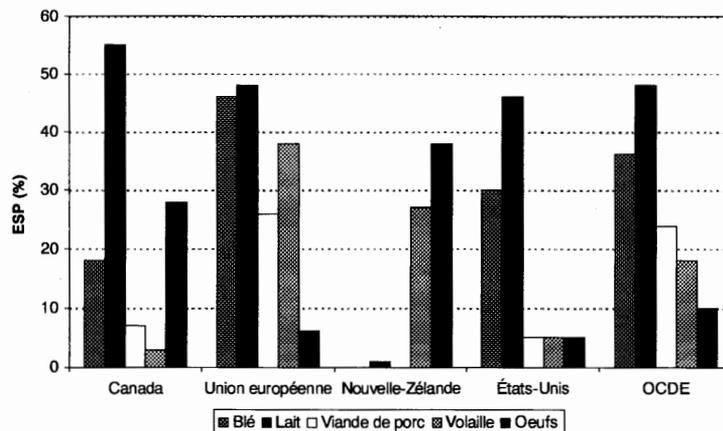
Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

p : préliminaire

- Pour la période de 2000 à 2002, le soutien, exprimé par l'ESP en pourcentage, a été très variable d'une production à l'autre pour un même pays. Par exemple, l'ESP en pourcentage, en 2002, pour le Canada était de 55 p. 100 pour le lait alors qu'il n'était que de 3 p. 100 pour la volaille.
- L'ESP en pourcentage a aussi été très variable d'un pays à l'autre pour une même production. Ainsi, dans le cas du blé, pour l'année 2002, un écart de 86 points séparait le Japon (86 p. 100) de la Nouvelle-Zélande

(0 p. 100). La moyenne pour les pays de l'OCDE était de 36 p. 100.

- Dans certains cas, l'ESP en pourcentage pour une production et un pays donné a subi d'importants changements au cours des années. Par exemple, l'ESP en pourcentage pour le blé aux États-Unis est passée de 48 à 30 p. 100 au cours de la période considérée. Dans le cas du boeuf dans l'Union européenne, l'ESP en pourcentage est passée de 66 à 79 p. 100.

Graphique D.1 : Estimation du soutien aux producteurs par produit et par pays, 2002

Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

Tableau D.7 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays, 2000 à 2002

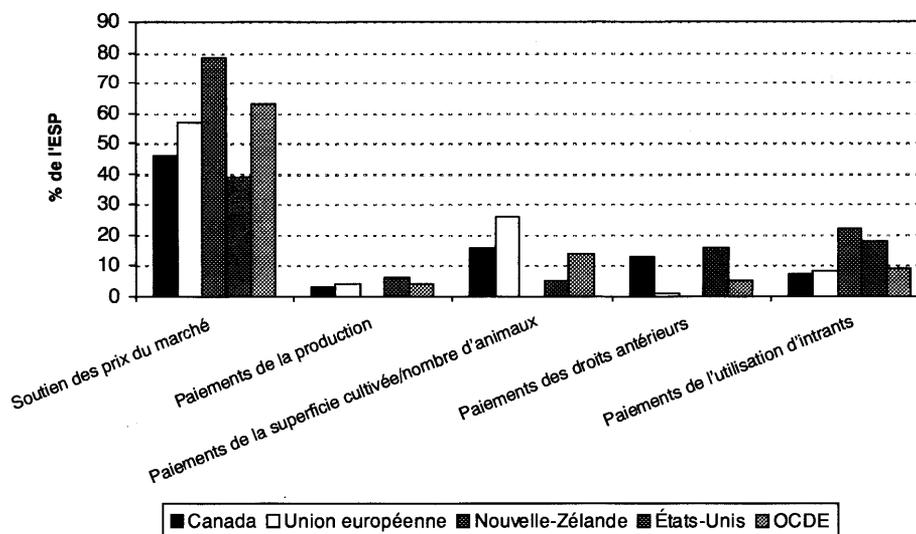
		2000	2001	2002 Preliminaire
		(en pourcentage de l'ESP)		
Australie	Soutien des prix du marché	7	0	0
	Paiements au titre de la production	3	3	3
	Paiements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	2	2	2
	Paiements au titre des droits antérieurs	6	12	10
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	64	65	71
	Paiements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
	Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	17	17	14
	Paiements divers	0	0	0
Canada	Soutien des prix du marché	49	48	46
	Paiements au titre de la production	8	6	3
	Paiements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	8	10	16
	Paiements au titre des droits antérieurs	13	13	13
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	8	9	7
	Paiements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
	Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	13	14	14
	Paiements divers	2	0	1
Union européenne	Soutien des prix du marché	58	55	57
	Paiements au titre de la production	4	4	4
	Paiements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	27	29	26
	Paiements au titre des droits antérieurs	1	1	1
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	8	8	8
	Paiements avec contraintes sur les intrants	3	4	4
	Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0
	Paiements divers	-1	0	0
Japon	Soutien des prix du marché	90	90	90
	Paiements au titre de la production	3	3	3
	Paiements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	0	0	0
	Paiements au titre des droits antérieurs	0	0	0
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	5	5	5
	Paiements avec contraintes sur les intrants	2	2	2
	Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0
	Paiements divers	0	0	0
Mexique	Soutien des prix du marché	74	64	66
	Paiements au titre de la production	0	6	3
	Paiements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	1	1	5
	Paiements au titre des droits antérieurs	14	16	16
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	10	12	8
	Paiements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
	Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	1	1	2
	Paiements divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Soutien des prix du marché	73	39	78
	Paiements au titre de la production	0	0	0
	Paiements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	0	0	0
	Paiements au titre des droits antérieurs	0	0	0
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	24	60	22
	Paiements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
	Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	3	0	0
	Paiements divers	0	0	0

Tableau D.7 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays, 2000 à 2002 (suite)

		2000	2001	2002 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP)		
États-Unis	Soutien des prix du marché	30	38	39
	Paiements au titre de la production	21	18	6
	Paiements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	7	4	5
	Paiements au titre des droits antérieurs	21	17	16
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	14	15	18
	Paiements avec contraintes sur les intrants	4	4	5
	Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	4	5	6
	Paiements divers	0	0	n.c.
OCDE	Soutien des prix du marché	63	61	63
	Paiements au titre de la production	7	7	4
	Paiements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	12	13	14
	Paiements au titre des droits antérieurs	6	5	5
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	9	9	9
	Paiements avec contraintes sur les intrants	3	3	3
	Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	1	2	2
	Paiements divers	0	0	0

Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

- La composition du soutien aux producteurs est très différente d'un pays à l'autre. Par exemple, en Nouvelle-Zélande, les transferts proviennent essentiellement du soutien des prix du marché et des paiements au titre de l'utilisation d'intrants. En Australie, aucun transfert ne provient du soutien des prix du marché alors que 71 p. 100 des transferts sont associés aux paiements au titre de l'utilisation d'intrants.
- Bien que la composition du soutien n'a pas réellement changé au niveau de l'ensemble des pays de l'OCDE au cours des trois dernières années, certains pays ont modifié de façon significative leur type de soutien.
- En Nouvelle-Zélande, le soutien des prix du marché est passé de 39 à 78 p. 100 de 2001 à 2002. Au Canada, le soutien basé sur les paiements au titre de la production est passé de 8 à 3 p. 100 au cours de la période 2000 à 2002 alors qu'il passait de 21 à 6 p. 100 aux États-Unis.

Graphique D.2 : Estimation de l'estimation du soutien aux producteurs, 2002

Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

Tableau D.8 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays, 2000 à 2002

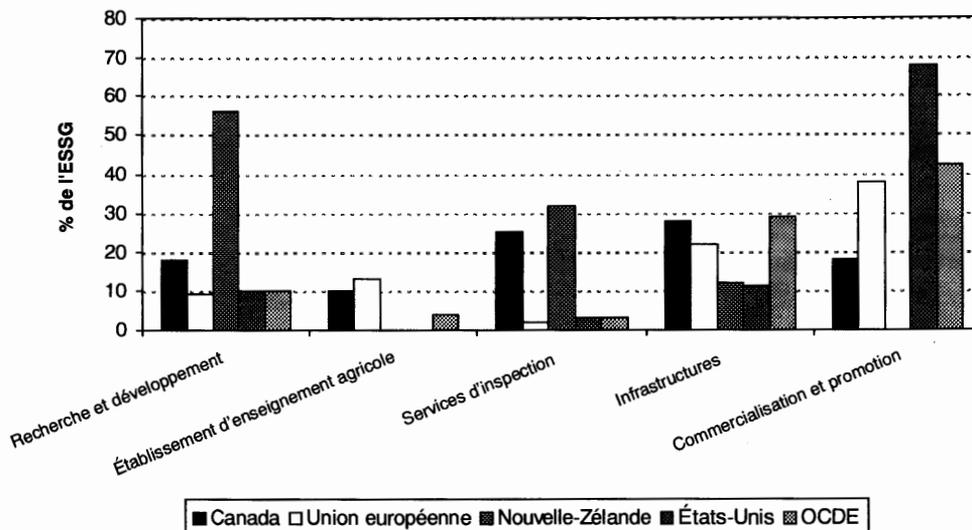
		2000	2001	2002 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG)		
Australie	Recherche et développement	70	66	63
	Établissement d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	5	1	9
	Infrastructures	22	22	24
	Commercialisation et promotion	1	1	1
	Stockage public	0	0	0
	Divers	2	2	2
Canada	Recherche et développement	22	20	18
	Établissement d'enseignement agricole	12	11	10
	Services d'inspection	24	26	25
	Infrastructures	20	22	28
	Commercialisation et promotion	22	21	18
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Union européenne	Recherche et développement	12	11	9
	Établissement d'enseignement agricole	10	13	13
	Services d'inspection	3	4	2
	Infrastructures	25	22	22
	Commercialisation et promotion	34	39	38
	Stockage public	14	10	11
	Divers	2	1	4
Japon	Recherche et développement	4	4	4
	Établissement d'enseignement agricole	3	4	4
	Services d'inspection	1	1	1
	Infrastructures	78	78	73
	Commercialisation et promotion	2	2	2
	Stockage public	3	3	3
	Divers	9	9	14
Mexique	Recherche et développement	17	19	20
	Établissement d'enseignement agricole	25	25	24
	Services d'inspection	14	14	14
	Infrastructures	16	31	28
	Commercialisation et promotion	23	10	12
	Stockage public	0	0	0
	Divers	5	1	2
Nouvelle-Zélande	Recherche et développement	59	56	56
	Établissement d'enseignement agricole	4	5	0
	Services d'inspection	26	26	32
	Infrastructures	10	12	12
	Commercialisation et promotion	0	0	0
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	1	0

Tableau D.8 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays, 2000 à 2002 (suite)

		2000	2001	2002 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG)		
États-Unis	Recherche et développement	10	10	10
	Établissement d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	3	3	3
	Infrastructures	12	15	11
	Commercialisation et promotion	65	63	68
	Stockage public	0	0	0
	Divers	10	9	8
OCDE	Recherche et développement	9	9	10
	Établissement d'enseignement agricole	3	4	4
	Services d'inspection	3	3	3
	Infrastructures	33	32	29
	Commercialisation et promotion	40	41	42
	Stockage public	4	3	4
	Divers	7	7	8

Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

- Pour la période de 2000 à 2002, la composition du soutien au niveau des services d'intérêt général a été relativement similaire pour l'ensemble des pays de l'OCDE et pour chacun des pays en particulier. La composition du soutien est toutefois très différente d'un pays à l'autre.
- En 2002, les États-Unis affectaient 68 p. 100 de son soutien à la catégorie "commercialisation et promotion" alors que l'Australie et la Nouvelle-Zélande accordaient respectivement 63 p. 100 et 56 p. 100 de leur soutien à la catégorie "recherche et développement".
- Au Canada, les catégories "infrastructures" et "services d'inspection" recevaient respectivement 28 et 25 p. 100 du soutien. Quant aux catégories "recherche et développement" et "commercialisation et promotion", elles recevaient chacune 18 p. 100 du soutien.

Graphique D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays, 2002

Source: OCDE "Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2003".

Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1987, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) mesure le soutien à l'agriculture selon la méthode des Estimations du soutien aux producteurs et des Estimations du soutien aux consommateurs. Cette méthode permet d'évaluer les programmes gouvernementaux découlant des politiques agricoles des différents pays membres de l'OCDE selon leurs critères de mise en oeuvre et ce indépendamment de leurs objectifs et de leurs effets.

Classification et définitions

La classification actuelle des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories : transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : indicateur de la valeur des transferts bruts des consommateurs et des contribuables au titre du soutien aux producteurs agricoles découlant des politiques de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

L'ESP mesure le soutien découlant des politiques en faveur de l'agriculture par rapport à la situation qui prévaudrait en l'absence de ces dernières, c'est-à-dire lorsque les producteurs sont soumis uniquement aux politiques nationales à caractère général (politiques économique, sociale, environnementale et fiscale). Ses principales composantes sont décrites dans les paragraphes suivants.

- **Soutien des prix du marché (SPM) :** indicateur de la valeur des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures créant un écart entre le prix du marché intérieur et le prix à la frontière d'un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une majoration du prix perçu par les producteurs et payé par les consommateurs de ce produit. Le montant total du soutien versé est d'autant plus élevé que les volumes produits sont importants. Le SPM est la seule forme de soutien qui ait simultanément une influence sur la production et sur la consommation d'un produit.

- **Paielements au titre de la production :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur la production courante d'un produit agricole spécifique ou d'un groupe spécifique de produits agricoles. Ce type de paiements majore le prix perçu par les producteurs et a, par conséquent, le même impact que le SPM sur la production courante, mais n'influe nullement sur la consommation.
- **Paielements au titre de la superficie/du nombre d'animaux :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur la superficie ou le nombre d'animaux pour un produit spécifique ou un groupe spécifique de produits agricoles. Ce type de paiements est déterminé par rapport aux surfaces ensemencées ou aux effectifs de bétail l'année considérée.
- **Paielements au titre des droits antérieurs :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur un soutien, une superficie, un nombre d'animaux ou une production antérieurs d'un produit spécifique ou d'un groupe spécifique de produits agricoles, sans obligation de poursuivre la culture ou la production de ces produits.
- **Paielements au titre de l'utilisation d'intrants :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur l'utilisation d'un intrant spécifique ou d'un groupe spécifique d'intrants. Ce type de paiements réduit le coût des intrants utilisés par les producteurs.
- **Paielements avec contraintes sur les intrants :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur des contraintes à l'utilisation d'un intrant spécifique ou d'un groupe spécifique d'intrants par limitation du choix des techniques de production. Ce type de paiements est versé sous réserve que les agriculteurs respectent certaines contraintes (réduction, substitution ou suppression) sur l'utilisation d'intrants.

- **Paiements au titre du revenu total de l'exploitation** : indicateur de la valeur des transferts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur le revenu total (ou les recettes totales) de l'exploitation et n'imposant ni contraintes ni conditions à la production de produits spécifiques ou à l'utilisation d'intrants spécifiques.
- **Paiements divers** : indicateur de la valeur de tous les transferts des contribuables aux producteurs agricoles non susceptibles d'être décomposés et ventilés vers les autres catégories de transferts aux producteurs. Il s'agit de paiements aux producteurs qui ne peuvent pas être décomposés faute d'informations suffisantes.

L'Estimation du soutien aux producteurs (ESP) par pays et par produit peut être exprimée de différentes façons :

- En termes monétaires : **ESP**;
- En proportion de la valeur des recettes agricoles brutes, mesurées par la valeur de production totale incluant le soutien budgétaire: **ESP en pourcentage**;
- Par rapport à la valeur des recettes agricoles brutes, soutien budgétaire inclus, et la production évaluée aux prix mondiaux, soutien budgétaire exclus: **Coefficient nominal de soutien (CNS) aux producteurs**

Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : indicateur de la valeur des transferts bruts aux services d'intérêt général fournis au secteur agricole. Ces paiements sont destinés au secteur agricole dans son ensemble et non aux exploitations individuelles.

Ils comprennent, entre autres, les transferts concernant l'amélioration de la production agricole (Recherche et développement), l'enseignement et la formation agricoles (Établissements d'enseignement agricole), le contrôle de la qualité et de la sécurité des denrées alimentaires, des intrants agricoles et de l'environnement (Services d'inspection), l'amélioration des infrastructures collectives hors exploitation, y compris les industries d'amont et d'aval (Infrastructures), l'aide à la commercialisation et à la promotion (Commercialisation et promotion), la prise en charge des coûts de dépréciation et d'écoulement des stocks publics de produits agricoles (Stockage public) et les autres services généraux qui ne

peuvent pas être décomposés et ventilés dans les catégories ci-dessus faute d'informations suffisantes (Divers).

Contrairement aux transferts pris en compte dans l'ESP et l'ESC, ces transferts ne sont pas perçus par les producteurs ou consommateurs et ne viennent pas modifier directement les recettes (revenus) agricoles ou les dépenses de consommation, bien qu'ils puissent influencer sur la production et la consommation de produits agricoles.

L'ESSG en pourcentage est définie comme la part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) : indicateur de la valeur des transferts bruts aux consommateurs de produits agricoles découlant des mesures de soutien à l'agriculture, indépendamment de leur nature, de leurs objectifs ou de leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés à l'intérieur (Transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (Autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré déduction faite de tout paiement aux consommateurs destiné à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit spécifique (Transferts des contribuables aux consommateurs), ainsi que de la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (Surcoût de l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique des transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite/des paiements, cet indicateur ne constitue pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

L'Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) par pays et par produit peut être exprimée de différentes façons :

- En termes monétaire : **ESC**;
- En proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits localement, mesurées par la valeur de la consommation totale incluant le soutien budgétaire aux consommateurs : **ESP en pourcentage**;
- Par rapport à la valeur des dépenses de consommation affectées aux produits agricoles produits localement, soutien aux producteurs inclus, et évalués aux prix mondiaux, soutien budgétaire aux consommateurs exclus : **Coefficient nominal de soutien (CNS) aux consommateurs**.

Estimation du soutien total (EST) : indicateur de la valeur de tous les transferts bruts des contribuables et des consommateurs découlant des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, quels que soient leurs objectifs et leurs incidences sur la production et le revenu agricoles, ou sur la consommation de produits agricoles.

L'EST est la somme des transferts suivants:

- Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières de ces derniers (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général fournis à l'agriculture (ESSG);
- Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Les transferts des consommateurs aux producteurs étant pris en compte dans le SPM, l'EST correspond aussi à la somme de l'ESP, de l'ESSG et des transferts des contribuables aux consommateurs (dans l'ESC). Elle mesure le coût global du soutien à l'agriculture à la charge des consommateurs (Transferts des consommateurs) et des contribuables (Transferts des contribuables), déduction faite des recettes à l'importation (Recettes budgétaires).

L'EST en pourcentage est définie comme la part du soutien total à l'agriculture dans le PIB total.

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien en leur faveur. De la même façon, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement octroyé aux producteurs du fait de cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP "brute" permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures de politique agricole taxent les producteurs par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures, c'est-à-dire si seules des mesures économiques générales étaient appliquées. L'exemple typique du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et imposant un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

ESP et CNS aux producteurs

L'ESP est une mesure statique du soutien octroyé aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (une année ou une campagne, par exemple) et défini par les conditions macro-économiques globales dans le cadre des politiques économiques générales.

Ainsi, le soutien à l'agriculture sera nul lorsque seules sont en vigueur des politiques économiques générales, aucune politique spécifique ne venant modifier la transmission des conditions macro-économiques générales au secteur agricole. Dans une telle situation, les recettes agricoles totales courantes seront entièrement obtenues sur le marché en l'absence de tout transfert aux agriculteurs lié aux politiques. Il s'agit là d'une situation extrême.

Donc, une ESP en pourcentage de 60 p. 100, par exemple, représente la part des transferts aux producteurs agricoles dans la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurée par l'ESP), ou la part des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Il en ressort que 40 p. 100 environ des recettes agricoles brutes proviennent du marché en l'absence de tout soutien.

Un CNS aux producteurs égal à un signifie que les recettes agricoles brutes sont intégralement tirées du marché sans aucun soutien budgétaire. Il en ressort que plus le CNS aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes tirées du marché est faible. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2.50 signifie que la valeur des recettes agricoles brutes est deux fois et demie supérieure à ce qu'elle serait si elles étaient entièrement obtenues aux prix mondiaux sans aucun soutien budgétaire.

ESC et CNS aux consommateurs

Une ESC en pourcentage de -60 p. 100 indique que 60 p. 100 des dépenses totales de consommation consacrées aux produits agricoles représentent un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la part des dépenses de consommation découlant des politiques.

Un CNS aux consommateurs égal à un signifie que les dépenses totales de consommation consacrées aux produits agricoles sont effectuées aux prix du marché, sans aucun soutien aux producteurs et aux consommateurs. Il en ressort que plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2.50 indique que les dépenses des consommateurs sont deux fois et demie supérieures à ce qu'elles seraient si elles étaient entièrement effectuées aux prix mondiaux sans aucun soutien budgétaire aux consommateurs.

Calcul du SPM

Le soutien des prix du marché n'est calculé que lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macro-économiques générales aux producteurs agricoles et créant un « écart de prix » s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

ESSG et EST en pourcentage

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts en faveur des services d'intérêt général fournis à l'agriculture dans le soutien total (EST) et indique donc le poids relatif des transferts relevant de l'ESP et de l'ESSG dans chaque pays.

Toutes choses égales par ailleurs, plus l'ESSG en pourcentage est faible, plus la part des transferts relevant de l'ESP dans le soutien total à l'agriculture est grande et plus les répercussions

afférentes sur la production et les échanges sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part du soutien total à l'agriculture dans le PIB d'un pays ou la part de la richesse nationale affectée au soutien à l'agriculture. Elle est influencée par l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Ainsi, plus l'EST en pourcentage est élevée, plus la part de la richesse nationale consacrée à l'aide au secteur agricole est importante.